



POUR INFORMATION

PREMIÈRE QUESTION À L'ORDRE DU JOUR

Rapport sur les activités sectorielles réalisées en 2004-05

1. Le présent document se compose de trois parties. La partie I donne une vue d'ensemble des activités sectorielles réalisées en 2004-05. Outre les activités mentionnées, la plupart des spécialistes sectoriels participent régulièrement aux activités d'autres organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales, y compris celles des partenaires sociaux. Les publications énumérées dans la partie I ne comprennent pas les rapports préparés pour les réunions sectorielles et la Conférence internationale du Travail, les discours et les documents présentés à certaines conférences, les articles et les interviews.
2. La partie II donne les grandes lignes des activités sectorielles planifiées pour 2006-07.
3. La partie III donne un aperçu général des 22 secteurs répartis sous cinq rubriques: principales questions; données spécifiques; instruments de l'OIT; dialogue social; et réunions récentes (tenues au cours des deux dernières périodes biennales). On trouvera des informations plus détaillées sur le site Web consacré aux différents secteurs.
4. Outre l'organisation des activités de suivi qui lui sont demandées dans les différents secteurs, le programme continue à appliquer, en 2006-07, la nouvelle méthode qui consiste à combiner réunions, programmes d'action et activités de suivi des réunions, comme suit:
 - a) six réunions en 2006-07 ¹:
 - i) quatre réunions sectorielles tripartites; et
 - ii) deux réunions d'experts;
 - b) trois nouveaux programmes d'action seront mis en œuvre dans les secteurs suivants: services de santé, service postal et autres services de communication et fonction publique. Les programmes d'action qui sont en cours d'exécution dans les secteurs de l'agriculture, de la construction, de l'éducation, de l'hôtellerie et du tourisme, des textiles et du vêtement et du VIH/SIDA dans le monde du travail se poursuivront en 2006-07. Des réunions de consultation, de planification ou de mise en œuvre,

¹ <http://www.ilo.org/public/french/standards/reim/gb/docs/gb294/pdf/stm-1.pdf>, annexe.

préalables au démarrage des programmes d'action, ont eu lieu pendant toute l'année 2004 et le Groupe directeur des programmes d'action sectorielle s'est réuni en février, septembre et octobre 2005. Sa prochaine réunion aura lieu durant le deuxième semestre de 2006;

- c) activités de suivi réalisées sur la base de résultats de récentes réunions sectorielles et des travaux de recherche correspondants.

5. Dans le passé, les demandes de suivi s'inscrivaient généralement dans une ou plusieurs des catégories suivantes:

- a) promotion de normes internationales du travail et de recueils de directives pratiques concernant un secteur donné;
- b) organisation de réunions, d'ateliers ou de séminaires nationaux, régionaux et interrégionaux portant sur un secteur particulier;
- c) conseils techniques et coopération technique dans des domaines déterminés;
- d) travaux de recherche, publication et diffusion des résultats;
- e) collecte et diffusion d'informations et de données concernant un secteur particulier.

6. Bien que ces catégories et critères s'appliquent encore, l'accent est désormais mis sur la satisfaction des besoins précis des mandants dans le cadre des nouveaux programmes par pays pour un travail décent.

7. La réorganisation du Département des activités sectorielles et du Département du dialogue social, de la législation du travail et de l'administration du travail est en cours; elle a pour buts de:

- renforcer et simplifier la structure du secteur pour que les approches générales et sectorielles du dialogue social ainsi que de la législation du travail et de l'administration du travail se développent et soient parfaitement coordonnées;
- renforcer le travail en équipe entre les différents secteurs sur les problèmes de portée mondiale, en encourageant le recours au dialogue et à la négociation collective dans des domaines tels que la sécurité et la santé, le VIH/SIDA et l'employabilité, y compris l'éducation, la formation et l'apprentissage tout au long de la vie;
- renforcer l'approche de l'Agenda pour un travail décent aux échelons mondial, régional, national et sectoriel ainsi qu'au niveau de l'entreprise, y compris pour des questions telles que celle des ZFE;
- accroître la capacité de développer le dialogue social et les relations bipartites ou tripartites dans toutes les activités, au sein d'un département unique doté d'une base de données et d'un savoir-faire technique allant du niveau global au niveau sectoriel;
- faire en sorte que SECTEUR et DIALOGUE conservent chacun son identité tout en améliorant l'efficacité des structures organisationnelles et administratives.

En 2006-07 et au-delà, la réalisation de ces objectifs permettra d'insérer davantage les activités sectorielles dans l'approche intégrée de l'OIT pour aboutir à une organisation et à une mise en œuvre mieux coordonnées et plus productives des activités.

8. Pour que l'information de l'OIT sur les différents secteurs soit accessible dans le monde entier, le Département des activités sectorielles a continué à actualiser son site Web. Celui-ci contient les rapports préparés pour les réunions sectorielles, les conclusions de ces réunions, les documents de travail et des données sur les tendances sectorielles ainsi que des liens vers de nombreuses sources d'information de l'OIT et d'ailleurs. Toutes ces informations seront intégrées à la fin de 2006 dans la nouvelle version du site Web de l'OIT.

Genève, le 30 janvier 2006.

Document soumis pour information.

Partie I. Activités réalisées en 2004-05

Réunions	Etudes/recherches/ documents de travail	Autres activités
<i>Agriculture, plantations, autres secteurs ruraux</i>		
<p>Dans le cadre du Programme d'action sur le travail décent dans le secteur de l'agriculture, réunion nationale tripartite pour l'élaboration d'une politique nationale et la santé dans l'agriculture: Barbade, (nov. 2004 et sept. 2005), Kirghizistan (oct. 2004 et nov. 2005)</p> <p>République de Moldova: consultation tripartite sur l'exécution du plan national d'action sur la SST dans l'agriculture (2005)</p> <p>Séminaire destiné à sensibiliser les membres du Parlement de l'Ouganda aux principaux problèmes de SST que connaissent les travailleurs agricoles, à la nécessité d'améliorer la législation sur la SST et aux dispositions de la convention n° 184 (août 2004)</p>	<p><i>Collective agreements in private sector plantations in Peninsular Malaysia</i> (à paraître)</p>	<p>Ateliers de formation sur la gestion de la santé et de la sécurité dans l'agriculture, à l'intention des responsables de la sécurité des entreprises et des délégués des travailleurs pour la sécurité (14 ateliers au Costa Rica, 2004, et 7 ateliers au Guatemala, 2005)</p> <p>Adaptation de la méthode WIND pour l'amélioration de la SST dans les communautés rurales et séminaires de validation (Kirghizistan, République de Moldova et Sénégal) et activités de formation WIND à l'intention des petits agriculteurs (Kirghizistan, République de Moldova)</p> <p>Caraïbes: atelier sous-régional de formation sur la SST dans l'agriculture, organisé à l'intention des inspecteurs du travail (sept. 2005)</p>
<i>Production de métaux de base</i>		
<p>Réunion d'experts chargée d'élaborer une version révisée du Recueil de directives pratiques sur la sécurité et la santé dans l'industrie du fer et de l'acier (fév. 2005)</p> <p>Promotion du recueil (Argentine, nov. 2005; Fédération de Russie, déc. 2005)</p>		<p>Publication et diffusion du nouveau Recueil de directives pratiques de l'industrie du fer et de l'acier, en chinois, bulgare, français, roumain, russe, espagnol</p> <p>Publication et diffusion du Recueil de directives pratiques sur la sécurité et la santé dans les industries de métaux non ferreux, en arabe et en polonais</p>
<i>Industries chimiques</i>		
	<p><i>Comparative study on education and training in the European chemical industry (selected countries)</i> (à paraître)</p> <p><i>Training in the chemical industry in India</i> (à paraître)</p> <p><i>Restructuring and social dialogue in the chemical industry</i> (à paraître)</p>	
<i>Commerce</i>		
<p>Séminaire tripartite sur le dialogue social relatif à l'évolution structurelle et technologique dans la distribution en Asie (Bangkok, nov.-déc. 2005)</p>		<p>Préparation d'un projet de manuel sur le dialogue social dans le commerce</p>

Réunions	Etudes/recherches/ documents de travail	Autres activités
<i>Construction</i>		
Ateliers nationaux pour l'élaboration d'un programme d'action en Algérie, à Bahreïn et à la Barbade	<p><i>Informal construction workers in Dar es Salaam, United Republic of Tanzania</i> (2005)</p> <p><i>Baseline study of labour practices on large construction sites in the United Republic of Tanzania</i> (2005)</p> <p><i>The Kerala Construction Labour Welfare Fund</i> (2004)</p>	<p>Mise en application d'un programme d'action dans des pays pilotes (Brésil, Egypte, Inde, Ghana, République-Unie de Tanzanie):</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ constitution de comités directeurs tripartites nationaux; ■ élaboration d'un plan d'action; ■ mise en application avec un capital d'amorçage provenant du programme d'action ainsi que d'autres ressources; ■ examen des possibilités de collecte de fonds pour 2006-07 <p>Tournage d'un film documentaire intitulé «Accidents don't have to happen» qui a reçu le deuxième prix du meilleur documentaire sur la SST lors du Congrès mondial sur la sécurité et la santé au travail</p>
<i>Education</i>		
<p>Trois forums sous-régionaux ou nationaux sur les mesures à prendre pour le programme d'action sur l'éducation, auxquels ont participé 19 Etats Membres (Amérique latine, Afrique australe, Europe orientale)</p> <p>Deux séminaires tripartites sous-régionaux sur le volet éducation de l'atelier VIH/SIDA, auxquels ont participé 12 Etats Membres (Caraïbes, Afrique australe)</p>	<p><i>Teachers, their unions and the Education for All Campaign</i> (document commandé pour le rapport mondial de suivi sur l'EPT 2005)</p> <p><i>Sectoral note: Response of the education sector in the Commonwealth Caribbean to the HIV/AIDS epidemic: A preliminary overview</i></p> <p><i>Social dialogue in Latin America: A regional survey</i></p> <p><i>Academic employment structures in higher education: The Argentine case and the academic profession in Latin America</i></p> <p><i>Academic tenure and its functional equivalent in post-secondary education</i></p> <p><i>La permanence et son équivalent fonctionnel dans l'enseignement supérieur</i></p>	<p>Mise en œuvre du programme d'action sur l'éducation:</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ préparation, lancement, assistance technique et financière pour 12 groupes directeurs nationaux tripartites ou bipartites; ■ assistance technique et financière pour la préparation des évaluations nationales sur les thèmes à traiter dans les pays participants; ■ conception et administration d'un site Web sur le programme pour l'échange d'informations; ■ préparation d'une base de données internationales sur les enseignants et d'un rapport global sur le thème du programme; ■ préparation des réunions de l'équipe spéciale des activités sectorielles, du groupe directeur des programmes d'action sectorielle et du groupe directeur sectoriel sur le programme d'action, et participation à ces réunions; ■ préparation de deux forums pour 2006 (Caraïbes et Afrique de l'Ouest) <p>Mise en œuvre du volet éducation du programme d'action intersectorielle sur le VIH/SIDA:</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ préparation d'évaluations régionales, rédaction de documents sur les politiques à suivre dans le monde du travail et de listes de contrôle pour la mise en œuvre;

Réunions	Etudes/recherches/ documents de travail	Autres activités
		<ul style="list-style-type: none"> ■ activités de suivi des ateliers sous-régionaux; <p>Suivi du Comité conjoint OIT/UNESCO d'experts sur l'application des recommandations concernant le personnel enseignant, 8^e session, Paris, sept. 2003 (avec l'UNESCO)</p> <p>Activités de promotion pour la Journée mondiale des enseignants 2004 et 2005 (en coopération avec l'UNESCO) et la Semaine de l'éducation pour tous</p> <p>Participation aux réunions du comité directeur du programme phare de l'EPT sur les enseignants et la qualité de l'éducation, à la Conférence internationale de l'éducation, aux ateliers et à la conférence finale du programme de l'OCDE: <i>Attirer, former et retenir des enseignants de qualité</i></p>

Services financiers, services professionnels

Séminaire tripartite sur le dialogue social relatif à l'approvisionnement mondial dans les services financiers à l'intention de pays sélectionnés d'Asie et du Pacifique et du Royaume-Uni, New Delhi, Inde (nov. 2005)

Produits alimentaires, boissons et tabac

Réunion sous-régionale tripartite de renforcement des capacités pour le dialogue social dans le secteur du tabac (sept. 2005)

Réunion nationale tripartite sur l'amélioration du dialogue social dans les sous-secteurs des boissons et de la pâtisserie en Ukraine (déc. 2005)

Prospects for micro, small and medium enterprises in the food and drink industries in Guyana

A value chain analysis of the mango subsector in the Visayas Province of the Philippines (à paraître)

A study of women workers in the kretek cigarette sector in two provinces of Indonesia (à paraître)

Alimentation et boissons au Burkina Faso: au-delà de la survie

A study of the food and drink sector in Dominica (à paraître)

El sector de alimentos y bebidas: Productores formales e informales y sus condiciones en la generación de empleo: El caso de Costa Rica y Nicaragua (publié)

El sector tabacalero en Argentina (à paraître)

Production d'une cassette vidéo sur le secteur informel de l'alimentation et des boissons au Burkina Faso (cofinancée par SECTEUR/ACTRAV/COOP avec un apport technique de ACT/EMP et IFP/SKILLS)

Production dans les langues locales de trois émissions de radio sur le secteur informel de l'alimentation et des boissons au Burkina Faso

Elaboration d'une base de données statistiques pour le secteur des produits alimentaires et des boissons

Foresterie et bois

Réunion d'experts chargés de mettre au point des principes directeurs pour l'inspection du travail dans l'exploitation forestière (janv. 2005)

Bulletin de FORWORKNET (livraisons de 2004 et 2005)

Principes directeurs pour l'inspection du travail dans l'exploitation forestière

Préparation de la réunion nationale d'experts chargés de mettre au point des principes directeurs pour l'inspection du travail dans l'exploitation forestière,

Réunions	Etudes/recherches/ documents de travail	Autres activités
Réunion nationale d'experts chargés de mettre au point des principes directeurs pour l'inspection du travail dans l'exploitation forestière (Brasilia, déc. 2005)		qui se tiendra en 2006 à Kuala Lumpur Participation: <ul style="list-style-type: none"> ■ Comité mixte CEE/FAO/OIT de la gestion durable des forêts; ■ réunion du réseau d'experts CEE/FAO/OIT pour la gestion durable des forêts Examen préalable du financement d'un projet de développement économique local axé sur l'exploitation forestière en Indonésie
<i>Services de santé</i>		
La violence au travail dans le secteur de la santé – Bulgarie: réunion d'évaluation (fév. 2005)	<i>Framework guidelines for addressing workplace violence in the health sector: Training Manual</i> (2005)	Préparation d'une brochure, d'un atelier et d'un exposé pour la promotion de la convention (n° 149) sur le personnel infirmier, 1977
Réunion tripartite d'experts pour l'élaboration de directives conjointes OIT/OMS sur les services de santé et le VIH/SIDA (avril 2005)	<i>Directives conjointes OIT/OMS sur les services de santé et le VIH/SIDA</i> (2005), publiées en arabe, chinois, anglais, français, indonésien, russe, espagnol, swahili, thaï et vietnamien	Réalisation d'une étude sur la mobilité des travailleurs de la santé en Europe: migration Est-Ouest
La violence au travail dans le secteur de la santé – Afrique du Sud: expérimentation du manuel de formation sur le terrain (juillet 2005)	<i>Social dialogue in the health services: A tool for practical guidance</i> (2004) <i>Social dialogue in the health services: A tool for practical guidance: The Handbook for Practitioners</i> (2005) <i>Social dialogue in the health sector: Case study Ghana</i> (2005) <i>Social dialogue in the health sector: Case study Bulgaria</i> (2005) <i>Migration of health workers – Case study, Philippines</i> (2005) <i>«Care Trade»: The International Brokering of Health Care Professionals</i>	
<i>Hôtellerie, restauration et tourisme</i>		
Atelier sous-régional tripartite sur les statistiques du travail dans le tourisme, Brasilia (2005)	<i>Introduction to labour statistics in tourism</i> (2004) <i>Labour markets in the tourism sector: Systematic data gathering for better policymaking</i> (2005)	Programme d'action sur <i>le traitement des crises et la création de meilleurs emplois en plus grand nombre dans le secteur de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme</i> : activités comprenant des ateliers sur l'élaboration de programmes, réalisées dans trois pays
<i>Industries mécaniques et électrotechniques</i>		
	Publication d'articles sur les zones franches d'exportation	Création de la base de données <i>Source</i> de SECTEUR englobant, entre autres, les industries mécaniques et électrotechniques Actualisation de la base de données (intersectorielle) sur les ZFE pour le portail à guichet unique. Préparation d'une étude et d'un descriptif de projet sur les ZFE à Madagascar

Réunions	Etudes/recherches/ documents de travail	Autres activités
Médias, culture et arts graphiques		
Réunion tripartite sur l'avenir du travail et de la qualité dans la société de l'information: le secteur des médias, de la culture et des arts graphiques (oct. 2004) Dix-neuvième session ordinaire du Comité intergouvernemental OIT/UNESCO/OMPI de la Convention internationale sur la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion (Paris, juin 2005)	<i>L'avenir du travail et de la qualité dans la société de l'information: le secteur des médias, de la culture et des arts graphiques – rapport soumis aux fins de discussion</i> (2004) <i>L'avenir du travail et de la qualité dans la société de l'information: le secteur des médias, de la culture et des arts graphiques – Note sur les travaux</i> (2005) Rapport sur les activités de l'OIT relatives à la Convention de Rome (2005)	Participation à l'organisation du Forum international sur les industries créatives: vers la conceptualisation d'un centre international (Salvador, Bahia, Brésil, avril 2005)
Industrie minière		
Atelier tripartite sur la politique et les programmes concernant le VIH/SIDA dans les mines de charbon, Inde (en collaboration avec ILO/AIDS) (nov. 2005)	Publication du <i>Guide sur la sécurité et l'hygiène dans les petites mines à ciel ouvert</i> , en arabe (à paraître), chinois, polonais, Swahili, thaï, ukrainien, vietnamien A ce jour, ce guide a été traduit en 13 langues Inclusion d'un chapitre sur les petites exploitations minières dans un ouvrage publié à l'extérieur. Publication de plusieurs documents sur les petites exploitations minières et la sécurité dans les mines dans des documents de séance	L'OIT est membre du groupe consultatif du réseau CASM (Communities and Small-scale Mining Network). Mise en place (avec l'IPEC) de l'appel à l'action pour éliminer d'ici à 2015 le travail des enfants dans les petites exploitations minières Promotion de la ratification de la convention (n° 176) sur la sécurité et la santé dans les mines, 1995 Organisation (avec l'ICEM et l'ICMM) d'activités tripartites sur la sécurité et la santé dans les mines en Chine, dans le but d'élaborer un projet concret Elaboration d'un projet de recueil de directives pratiques sur la sécurité et la santé dans les mines de charbon souterraines en vue de la réunion d'experts qui se tiendra en mai 2006
Pétrole et gaz		
Séminaire national sur la promotion du dialogue social dans les secteurs du pétrole et du gaz, Koweït, en collaboration avec ACTRAV (avril 2005)	<i>Good industrial relations in the oil industry in the United Kingdom</i> (2005) <i>Industrial relations in the oil industry in Nigeria</i> (2005) <i>Industrial relations in the oil industry in Mexico</i> (à paraître) <i>Industrial relations in the oil industry in South Africa</i> (à paraître) <i>Training guidebook for improving industrial relations in the oil/gas industry</i> (à paraître)	
Services publics		
Séminaire national organisé au Kenya pour la promotion des directives de l'OIT sur le dialogue social dans les services publics d'urgence (SPU) (janv. 2005) Séminaire national organisé en Bulgarie pour la promotion des directives de l'OIT	<i>Social dialogue in PESS: A case study on Kenya</i> (2004) <i>Public emergency services: Social dialogue in a changing environment: A study on Japan</i> (2004)	

Réunions	Etudes/recherches/ documents de travail	Autres activités
sur le dialogue social dans les SPU (avril 2005)	<i>Guide pratique pour le renforcement du dialogue social dans la réforme des services publics</i> (2005) <i>Guide pratique pour le renforcement du dialogue social dans la réforme des services publics – versions française et espagnole</i> (2005) <i>Social dialogue in the public emergency services in a changing environment</i> (Bulgarie) (2005)	
<i>Transports maritimes, ports, pêche et voies de navigation intérieures</i>		
<i>Transports maritimes</i>		
Groupe de travail tripartite de haut niveau sur les normes du travail maritime (janv. 2004)	<i>Global seafers</i> (2004) Préparation de divers documents relatifs à la convention consolidée sur le travail maritime	Promotion de la convention n° 185 Formation d'inspecteurs de navires, République de Corée
Conférence technique maritime préparatoire (sept. 2004)		
Réunion informelle sur l'article 5 de la convention n° 185 (sept. 2004)		
Réunion tripartite d'intersession sur le suivi de la Conférence technique maritime préparatoire (avril 2005)		
Réunion des donateurs pour la convention n° 185 (avril 2005)		
Réunion des donateurs pour la convention n° 185 (avril 2005)		
<i>Activités portuaires</i>		
Ateliers internationaux tripartites sur l'application du <i>Recueil de directives pratiques OIT/OMI sur la sûreté dans les ports</i> (Turin, 2004; Singapour et Saint-Petersbourg, 2005)	<i>Recueil de directives pratiques OIT/OMI sur la sûreté dans les ports</i> , publié en anglais, français et espagnol	Traduction du <i>Recueil de directives pratiques OIT/OMI sur la sûreté dans les ports</i> en chinois et en russe
Ateliers tripartites sur la sécurité et la santé dans les ports (Grèce, Maurice, Seychelles et Saint-Petersbourg, 2005)	Publication en anglais, français et espagnol du <i>Recueil de directives pratiques du BIT sur la sécurité et la santé dans les ports</i>	Signature d'accords pour la traduction du <i>Recueil de directives pratiques du BIT sur la sécurité et la santé dans les ports</i> , en chinois, grec, italien, russe et turc
Atelier tripartite pour la validation de quatre nouvelles unités du programme de développement du personnel portuaire (PDP) (2005)	<i>Ports Safety and Health Audit Manual</i> Version révisée du PDP Révision et actualisation du Manuel du formateur principal du PDP	Elaboration de matériel de formation pour la mise en application du <i>Recueil de directives pratiques OIT/OMI sur la sûreté dans les ports</i> et du <i>Recueil de directives pratiques sur la sécurité et la santé dans les ports</i> Promotion du <i>Recueil de directives pratiques OIT/OMI sur la sûreté dans les ports</i> et du <i>Recueil de directives pratiques du BIT sur la sécurité et la santé dans les ports</i> Signature d'un accord entre l'OIT et l'Unité de la lutte contre le terrorisme de l'OSCE pour que le BIT donne une formation sur l'application du <i>Recueil de directives</i>

Réunions	Etudes/recherches/ documents de travail	Autres activités
		<i>pratiques OIT/OMI sur la sûreté dans les ports</i> aux pays participants de l'OSCE Cours de formation pour les formateurs principaux du PDP (2004)
<i>Pêche</i>		
Examen d'une convention proposée (complétée par une recommandation) lors des 92 ^e et 93 ^e sessions de la Conférence internationale du Travail (juin 2004 et 2005) Réunion tripartite d'experts sur le secteur de la pêche (déc. 2004)	<i>Recueil FAO/OMI/OIT de règles de sécurité pour les pêcheurs et les navires de pêche, partie A, Directives pratiques de sécurité et d'hygiène à l'usage des patrons et des équipages, 2005</i> <i>Recueil FAO/OMI/OIT de règles de sécurité pour les pêcheurs et les navires de pêche, partie B. Dispositions à prévoir en matière de sécurité et d'hygiène pour la construction et l'équipement des navires de pêche, 2005</i> <i>Directives facultatives FAO/OMI/OIT pour la conception, la construction et l'équipement des navires de pêche de faibles dimensions, 2005</i>	Révision, en collaboration avec la FAO et l'OMI, de trois publications sur la sécurité et la santé dans le secteur de la pêche
<i>Textiles, vêtement, cuir, chaussure</i>		
Réunion tripartite sur la promotion d'une mondialisation juste dans le secteur des textiles et de l'habillement dans un environnement «post-AMF» (nov. 2005)	<i>Labour implications of the textiles and clothing quota phase-out (2005)</i> <i>Study on decent work in the Romanian light industry (textiles, clothing, leather and footwear), préparée pour l'OIT par le ministre de l'Economie et du Commerce, non publié</i>	Mise en œuvre du programme d'action: <ul style="list-style-type: none"> ■ Roumanie: plan d'action adopté par le Comité directeur national. Exécution en cours ■ Philippines: plan d'action adopté par le Conseil tripartite de l'industrie du vêtement et du textile. Exécution en cours ■ Maroc: plusieurs sessions du Comité directeur national concernant le suivi de l'application du plan d'action. Nomination d'un coordinateur national chargé de la mise en œuvre d'un projet financé par le gouvernement de l'Espagne Assistance technique et services consultatifs: <ul style="list-style-type: none"> ■ Au Bangladesh, dans le cadre du programme pilote pour le travail décent en vue de l'élaboration d'une stratégie tripartite «post-AMF» ■ En Tunisie et en Egypte, pour l'élaboration d'une stratégie nationale tripartite destinée à accroître la compétitivité de l'industrie des textiles et du vêtement par la promotion du travail décent

Réunions	Etudes/recherches/ documents de travail	Autres activités
Transports		
<i>Aviation civile</i>		
	<i>L'avenir de l'aviation civile en Afrique: restructuration et dialogue social</i> , publié en anglais et en français	
<i>Transports routiers</i>		
Séminaire tripartite organisé en Afrique du Sud (2004) pour mettre au point le <i>Recueil de directives pratiques du BIT sur le VIH/SIDA dans le secteur des transports</i>	<i>The issues of fatigue and working time in the road transport sector</i> <i>Using the ILO code of practice on HIV/AIDS and the world of work: Guidelines for the transport sector</i>	Préparation de la réunion tripartite qui doit se tenir en 2006 sur les aspects sociaux de la mobilité transfrontière des chauffeurs routiers
Fabrication de matériel de transport		
Réunion tripartite sur l'emploi, le dialogue social, les droits au travail et les relations du travail dans le secteur de la fabrication de matériel de transport (janv. 2005)	<i>Motor vehicle industry trends affecting component suppliers</i> (2004) <i>Industrial renewal and inter-firm relations in the supply chain of the Brazilian automotive industry</i> (2005)	Mise en place de la base de données de SECTORSource incluant la fabrication de matériel de transport et d'autres industries
Première session (fév. 2005) et deuxième session (2005) du Groupe de travail conjoint OIT/OMI/Convention de Bâle sur la mise au rebut des navires	Publication d'articles sur l'élimination progressive des pétroliers à simple coque, la SST et la démolition des navires ainsi que les tendances de l'industrie de l'automobile <i>Safety and health in shipbreaking: Guidelines for Asian countries and Turkey</i> (traductions en bengali, chinois, hindi et turc)	Appui technique pour le projet concernant un recyclage des navires sûr et non nuisible à l'environnement au Bangladesh (BGD/03/005)
Services collectifs		
Réunion sous-régionale sur le renforcement du dialogue social dans le secteur des services collectifs en Asie centrale, Dushanbe, Tadjikistan (oct. 2005)	<i>Study on the public utilities sector of the Republic of Tajikistan</i> <i>The social dialogue status in the housing and communal sector of the Republic of Kazakhstan</i> <i>Reforming the housing and communal sector in the Republic of Kyrgyzstan</i> <i>Privatization of energy in the Argentine Republic: Losses and gains as seen by a trade union</i> (2005)	
Activités intersectorielles		
	Violence au travail dans le secteur des services et moyens de combattre ce phénomène: <i>Recueil de directives pratiques du BIT</i> (2004), traduit en plusieurs langues	

Partie II. Planification du programme 2006-07

Secteurs

Agriculture, plantations, autres secteurs ruraux

Programme d'action

- Activités tripartites nationales en vue de promouvoir la mise en œuvre de la convention (n° 184) sur la sécurité et la santé dans l'agriculture, 2001
- Activités de formation en vue d'améliorer la sécurité et la santé sur le lieu de travail par le dialogue social
- Amélioration de la santé et de la sécurité dans les communautés rurales: mise en œuvre de la méthodologie WIND
- Publication d'un ouvrage sur la liberté syndicale dans l'agriculture

Production de métaux de base

- Promotion dans le cadre d'ateliers à l'échelle nationale des recueils de directives pratiques du BIT sur la sécurité et la santé dans le secteur des métaux non ferreux ainsi que sur la sécurité et la santé dans l'industrie du fer et de l'acier
- Publication des recueils dans d'autres langues en fonction des besoins

Industries chimiques

- Réunion d'experts chargés de mettre à profit instruments, connaissances, activités de sensibilisation, coopération technique et collaboration internationale afin d'élaborer un cadre d'action dans le domaine des substances dangereuses, 2007
- Etudes à mener sur les conventions et recommandations portant sur chacun des produits chimiques ainsi que sur la convention relative aux produits chimiques et la recommandation qui s'y attache (en vue de fournir des informations de base à la réunion d'experts de 2007)
- Rapport de synthèse relatif aux substances dangereuses destiné à la réunion d'experts, 2007
- Etude à mener sur la façon dont les réglementations nationales peuvent être adaptées en vue de soutenir la flexibilité du travail pour faire face à une plus forte concurrence et de favoriser l'employabilité et la croissance économique dans les industries chimiques
- Etude à mener sur les meilleures pratiques à adopter en vue de favoriser de bonnes relations professionnelles dans les industries chimiques
- Etudes supplémentaires portant sur la formation professionnelle et le dialogue social dans les pays développés, les pays intermédiaires et les pays en développement

Commerce

- Réunion tripartite sur les répercussions sur le plan social et dans le domaine du travail sur la main-d'œuvre d'une utilisation renforcée des technologies avancées de vente au détail qui se tiendra à Genève du 18 au 20 septembre 2006 (suivi en 2007)
- Etudes éventuelles en vue de s'assurer de l'efficacité des initiatives volontaires en matière de responsabilité sociale des entreprises visant à promouvoir le respect des normes fondamentales du travail dans les services de distribution
- Mise au point définitive et diffusion d'un manuel sur le dialogue social dans le commerce, dont l'avant-projet a été préparé en 2005

Construction

Programme d'action

- Poursuite du programme d'action intégrée dans le secteur de la construction dans les pays pilotes
- Mise au point définitive d'une proposition relative au renforcement global du programme d'action intégrée dans le secteur de la construction
- Etudier les possibilités de mettre en œuvre dans d'autres pays le programme d'action intégrée dans le secteur de la construction

Autres activités

- Suite à donner aux consultations avec le Service des coopératives (COOP) sur les partenariats en Egypte et au Mozambique
- Mise en œuvre du projet de recherche pratique «Travail décent dans la construction: le rôle des autorités locales»
- Publications dérivant du projet précité et du programme d'action intégrée dans le secteur de la production

Education*Programmes d'action*

- Poursuite des consultations avec les groupes directeurs nationaux, les membres du groupe directeur global et du groupe directeur des programmes d'action sectoriels concernant l'extension et le suivi du programme d'action sur le corps enseignant, du programme «Education pour tous» ainsi que de la composante sectorielle «éducation» du programme d'action sur le VIH/SIDA
- Préparation et publication du rapport global sur le programme d'action
- Préparation et organisation de forums de dialogue supplémentaires sur le programme d'action (Caraïbes et Afrique occidentale)
- Consultations et activités communes relatives au programme d'action avec les représentants des organisations intergouvernementales (UNESCO, Secrétariat du Commonwealth et OCDE)
- Poursuite des efforts en vue de mobiliser les ressources avec les donateurs bilatéraux et multi-bilatéraux
- Consultations avec l'UNESCO sur la publication et la promotion de documents régionaux portant sur la politique à mener sur le lieu de travail, les listes de contrôle et les matériels de formation destinés au programme de lutte contre le VIH/SIDA dans le secteur de l'éducation

Autres activités

- Préparation, organisation et suivi de la 9^e session du Comité conjoint OIT/UNESCO d'experts sur l'application des recommandations concernant le personnel enseignant (qui se réunira au BIT)

Services financiers, services professionnels

- Travaux avec les mandants au niveau national portant sur la recherche menée sur l'impact sur l'emploi de l'externalisation des services financiers et d'autres processus liés à la mondialisation; large diffusion des résultats de cette recherche
- Promouvoir en matière de sourcing des ressources, y compris dans le cadre d'ateliers nationaux, l'application de principes et droits consacrés par la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail et son suivi de 1998
- Etudes portant, dans un certain nombre de pays préalablement choisis, sur les conditions de travail dans les centres d'appel implantés à l'étranger

Produits alimentaires, boissons et tabac

- Documents de recherche et études de la commission (en liaison avec d'autres unités de l'OIT) en vue de rassembler des matériels pour préparer des documents de travail destinés à la prochaine réunion tripartite sur l'impact des chaînes alimentaires mondiales sur l'emploi
- Mettre au point des activités de coopération technique sur la base des résultats des recherches menées

Foresterie et bois

- Réunion nationale d'experts chargés de mettre au point des principes directeurs pour l'inspection du travail dans l'exploitation forestière, Kuala Lumpur
- Programmation d'activités de suivi concernant la réunion précitée ainsi que les réunions de 2005
- Publication du bulletin annuel du réseau FORWORKNET
- Participation aux réunions organisées par le réseau CENUE/FAO/OIT d'experts en matière de gestion durable des forêts et aux autres réunions de premier plan

Services de santé

Programme d'action

- Mener des consultations tripartites initiales sur les activités proposées en vue de mettre en œuvre le programme d'action à l'échelle internationale ainsi que dans certains pays
- Engager des consultations et préparer un plan de travail d'ensemble avec l'OMS et l'OIM à des fins de programmation, de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation
- Mener des activités nationales tripartites impliquant les partenaires sociaux avec les divers organismes publics concernés par la migration des travailleurs de la santé
- Renforcer les capacités pour améliorer le recueil des données sur les flux migratoires des agents de santé
- Elaborer et diffuser à l'intention des pays fournisseurs des stratégies et de meilleures pratiques dans le domaine de la gestion des migrations des agents de santé

Autres

- Traduction des directives conjointes OIT/OMS sur les services de santé et le VIH/SIDA et promotion de ces directives à l'échelle nationale en coopération avec le programme VIH/SIDA de l'OIT et l'OMS
- Poursuite de la contribution de l'OIT au programme conjoint OIT/CII/OMS/ISP relatif à la violence sur le lieu de travail dans le secteur des services de santé
- Promotion de la convention (n° 149) de l'OIT sur le personnel infirmier, 1977

Hôtellerie, restauration et tourisme

- Programme d'action: faire face aux situations de crise et créer des emplois de meilleure qualité et en plus grand nombre dans le secteur de la restauration, de l'hôtellerie et du tourisme
 - Système de comptes satellites du travail (SCST) dans le secteur du tourisme
 - Développement des ressources humaines: assistance aux Etats Membres en matière d'élaboration de politiques et de programmes
 - Renforcement du dialogue social: assistance aux Etats Membres afin de mettre en place des institutions durables de dialogue social sectoriel visant à promouvoir les objectifs du programme d'action: développement des ressources humaines, amélioration des conditions de travail, lutte contre le VIH/SIDA
- Hôtellerie, restauration et tourisme dans le programme d'action multisectorielle sur le VIH/SIDA
 - Activités dans les pays et régions en développement dépendant du tourisme comme l'Inde, les Caraïbes et l'Afrique australe
- Programme sur les migrations internationales et le travail décent concernant les travailleurs de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme

Industries mécaniques et électrotechniques

- Réunion tripartite sur la production de composants électroniques pour les technologies de l'information: nouvelles exigences en matière de main-d'œuvre dans une économie mondialisée (16-18 avril 2007)
- Poursuite de l'élaboration de la base de données (SECTOR*Source*) concernant les industries mécaniques et électrotechniques, le secteur de la fabrication de matériel de transport et d'autres industries
- Zones franches d'exportation. Mise à jour du guichet unique (base de données)
- Participation à l'initiative focale sur les zones franches d'exportation

Médias, culture et arts graphiques

- Recherche sur les emplois atypiques dans le secteur des médias et des spectacles
- Projet éventuel de l'OIT, de la CNUCED et de l'UNESCO sur la création d'emplois et l'expansion des échanges dans les secteurs créatifs de certains pays en développement
- Activités portant sur les enfants interprètes travaillant dans le monde du spectacle
- Participation à des réunions importantes de l'OMPI et de l'UNESCO ainsi qu'à d'autres réunions

Industrie minière

- Réunion d'experts sur la sécurité et la santé dans les mines de charbon (mai 2006)
- Publication et promotion d'un nouveau recueil de directives pratiques sur la sécurité et la santé dans les mines de charbon
- Promotion de la convention (n° 176) sur la sécurité et la santé dans les mines, 1995
- Mise au point du projet tripartite sur la sécurité et la santé dans les mines en Chine
- Participation à l'appel à des initiatives en vue d'éliminer, d'ici à 2015, le travail des enfants dans les exploitations minières artisanales
- Participation au réseau CASM (Communities and Small-scale Mining network)
- Participation avec l'OIT/SIDA à des activités concernant la lutte contre le SIDA dans le secteur minier

Pétrole et gaz

- Atelier national tripartite sur la prévention des accidents industriels majeurs et promotion du dialogue social en Arabie saoudite
- Séminaire national tripartite sur la promotion des compétences en matière de communication et de négociation dans l'industrie du pétrole et du gaz
- Etudes de référence sur les relations employeurs/salariés visant à promouvoir de manière effective les conventions fondamentales de l'OIT et le dialogue social dans certains pays producteurs de pétrole et de gaz

*Services postaux et autres services de communication**Programme d'action*

Le Programme d'action sur les compétences et l'employabilité dans les services de télécommunications, mené dans un certain nombre de pays, doit être mis en œuvre sur une période de deux ans (2006-07)

- Les principales activités devraient être les suivantes: recherches effectuées de la fin de 2005 au milieu de 2007; réunion sous-régionale en Afrique à la fin de 2006; activités de formation et de suivi en 2007
- Il a été décidé d'axer le programme d'action sur une réunion sous-régionale pour neuf pays d'Afrique subsaharienne, avec un suivi dans trois pays
- La réunion sous-régionale permettra aux participants de partager leurs expériences et d'analyser les problèmes précis auxquels fait face le sous-secteur, d'examiner le rôle des partenaires sociaux dans l'amélioration de la formation et de l'organisation du travail et d'inventorier les actions complémentaires qui pourraient être réalisées au niveau national dans le cadre du programme d'action en 2007

Autres activités

- Organisation éventuelle à la fin de 2006 d'un séminaire régional conjoint OIT/UPU sur le dialogue social dans les services postaux en Afrique

*Services publics**Programme d'action*

Les pays retenus par la 294^e session du Conseil d'administration pour participer au programme d'action sont la Jamaïque, la Malaisie, la République-Unie de Tanzanie et l'Ukraine. La liste définitive pourra changer à la suite des consultations

- Instituer des groupes directeurs nationaux en consultation avec l'ensemble des intervenants qui jouent un rôle dans le fonctionnement des services publics faisant l'objet de ce programme d'action et avec la participation de ces intervenants
- Entreprendre un bilan national du dialogue social dans les services publics en se fondant sur le mandat élaboré et convenu par les membres du groupe directeur national
- Elaborer des recommandations stratégiques fondées sur les conclusions de l'évaluation et sur les débats d'un atelier national
- Recenser et satisfaire les besoins de formation concernant le renforcement des capacités en vue d'un dialogue social effectif
- Mettre en place, si ce n'est déjà fait, des mécanismes nationaux de dialogue social; si ces mécanismes sont déjà en place, élaborer des mesures visant à renforcer leur efficacité et leur viabilité

*Transports maritimes, ports, pêche
et voies de navigation intérieures*

Transports maritimes

- 94^e session maritime de la Conférence internationale du Travail (février 2006)
- Promotion de la nouvelle convention maritime consolidée, y compris la préparation de matériel promotionnel et d'autres formes efficaces et nouvelles de promotion visant séparément les mandants tripartites de l'OIT, et assistance technique relative à la législation nationale, au plan d'action et aux activités de formation
- Préparation et rédaction de lignes directrices révisées sur les procédures d'inspection des conditions de travail et de vie à bord des navires
- Coordination avec d'autres institutions (OMI, Memorandum de Paris, FAO, etc.)
- Promotion du tripartisme dans les organisations régionales
- Suivi de la convention n° 185, y compris sous la forme de conseils et d'une aide technique

Ports

- Promotion du Programme de développement du personnel portuaire (PDP)
- Organisation de cours de formation à l'intention des formateurs principaux du PDP à Malte, à Dubaï, à Saint-Petersbourg et ailleurs, selon les demandes
- Promotion de la mise en œuvre du *Recueil de directives pratiques BIT/OMI sur la sûreté dans les ports* et du *Recueil de directives pratiques du BIT sur la sécurité et la santé dans les ports*
- Recherches et études sur les inspections de sécurité et de santé dans les ports. Projet visant à mieux faire respecter les normes et orientations de l'OIT
- Promotion de la ratification de la convention (n° 152) sur la sécurité et l'hygiène dans les manutentions portuaires, 1979
- Publication d'un manuel d'orientation sur le dialogue social dans le cas d'ajustements structurels et de participation du secteur privé aux activités portuaires

Pêche

- Elaboration d'une nouvelle norme de l'OIT sur les conditions de travail dans le secteur de la pêche – préparation de rapports pour la 96^e session de la CIT (2007)
- Participation à l'élaboration d'une nouvelle publication de l'OMI (éventuellement FAO/OIT/OMI) sur la sécurité des petits navires de pêche
- Elaboration de lignes directrices sur l'inspection des conditions de travail et de vie à bord des navires de pêche (sous réserve de l'approbation par la Commission STM à la 295^e session du Conseil d'administration (mars 2005))
- Participation, dans la limite des ressources disponibles, à des séminaires et ateliers nationaux organisés en vue de préparer la discussion de la question de la pêche en 2007
- A la suite de l'adoption de la convention et de la recommandation de 2007 sur la pêche, promotion de ces instruments par divers moyens, notamment la participation à des séminaires et ateliers nationaux

Textiles, vêtement, cuir et chaussure

Programme d'action (en cours au Maroc, aux Philippines et en Roumanie)

- Mise en œuvre des plans d'action nationaux avec l'appui de l'OIT
- Mobilisation de ressources extérieures
- Viabilité du programme d'action au niveau national

Autres activités

Mise en œuvre du mandat donné à l'OIT, tel que défini dans le résumé fait par le président de la Réunion tripartite pour promouvoir une mondialisation juste dans le secteur des textiles et des vêtements après la fin de l'AMF

Transports

Transports ferroviaires

- Promotion du Recueil de directives pratiques du BIT sur la violence sur le lieu de travail dans le secteur des services
- Entamer des consultations sur l'élaboration d'un recueil de directives pratiques sur la sécurité dans les chemins de fer

Transports routiers

- Promotion de la mise en œuvre des orientations fournies dans la nouvelle publication du BIT intitulée: «Using the ILO Code of Practice on HIV/AIDS and the world of work: Guidelines for the transport sector»
- Réunion tripartite sur les questions sociales et dans le domaine du travail découlant des problèmes de la mobilité transfrontalière des chauffeurs routiers internationaux (oct. 2006)
- Publication d'un document de travail sur le dialogue social dans le secteur du transport routier

Fabrication de matériel de transport

- Exploitation de la base de données (SECTORSource) relative à la fabrication du matériel de transport, ainsi qu'au secteur de la construction mécanique et électrique et aux autres industries connexes

Démolition de navires

- Ateliers nationaux (et séminaires régionaux organisés avec l'OMI) en vue de mettre en œuvre les principes directeurs relatifs à la sécurité et à la santé dans l'industrie de la démolition et du dépeçage de navires au Bangladesh, en Chine, en Inde, au Pakistan et en Turquie
- L'OIT accueillera en 2007 un groupe de travail conjoint OIT-OMI-Convention de Bâle sur la mise au rebut des navires

Services publics de distribution

- Les activités de suivi de la réunion sous-régionale qui s'est tenue au Tadjikistan en octobre 2005 seront menées au Kazakhstan, au Kirghizistan et au Tadjikistan d'ici la fin de 2006
- On mènera également des activités plus restreintes, dont la nature sera décidée en consultation avec l'ISP

Activités intersectorielles

VIH/SIDA

- Les modalités de ces activités sont précisées ci-dessus dans les rubriques suivantes: éducation, santé, hôtellerie, industrie minière et transports
-

Partie III. Vue d'ensemble des secteurs

Agriculture, plantations et autres secteurs ruraux

Evolution et problèmes au niveau mondial

Dans beaucoup de pays en développement, l'agriculture est le moteur de l'économie mais le secteur rural est souvent privé des investissements nécessaires pour favoriser la croissance et créer des emplois. La pauvreté, le faible niveau d'instruction, les conditions de travail dangereuses et les problèmes de santé sont autant de facteurs qui contribuent à la faible productivité du travail dans l'agriculture, et cela perpétue le cycle de la pauvreté rurale. Le manque d'accès aux soins de santé de base et aux systèmes de protection sociale fait que la maladie, l'invalidité ou le décès enfoncent davantage les familles dans la pauvreté. Les hommes émigrent vers les villes à la recherche d'un meilleur niveau de vie, si bien que la responsabilité du ménage incombe de plus en plus souvent aux femmes. Les politiques de l'emploi, qui encouragent les emplois hors agriculture en milieu rural, stimulent le développement des petites et moyennes entreprises, en particulier dans les zones rurales, et orientent les investissements vers des projets d'infrastructures rurales à forte intensité de main-d'œuvre sont essentielles pour endiguer l'émigration vers les centres urbains et faciliter la transition d'une société principalement agraire à une société davantage fondée sur l'industrie et le commerce.

Principales questions intéressant l'OIT	Données spécifiques
<ul style="list-style-type: none"> ■ Pauvreté ■ Graves déficits de travail décent ■ Sécurité et santé ■ Echanges au niveau mondial 	<p>Population active totale: 1,3 milliard de travailleurs (estimation). Environ 450 millions sont salariés, beaucoup d'entre eux occupant un emploi temporaire</p> <p>Emploi: Les travailleurs agricoles représentent moins de 7 pour cent de la population active des pays de l'OCDE, mais plus de 60 pour cent en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne. Les femmes constituent 44 pour cent de la main-d'œuvre agricole des pays en développement, et ce pourcentage est en augmentation</p> <p>Femmes: En règle générale, les tâches agricoles sont fortement marquées par la ségrégation sexuelle. Les femmes gagnent moins que les hommes, ont moins de chances d'obtenir un emploi régulier et d'être syndiquées, et font l'objet de harcèlement de la part de leurs collègues et de leurs supérieurs</p> <p>Travail des enfants: Le travail des enfants est plus répandu dans l'agriculture que dans tout autre secteur économique. Selon des études du BIT, quelque 70 pour cent des travailleurs enfants sont occupés dans l'agriculture et les filles y sont majoritaires</p> <p>Sécurité et santé: L'agriculture fait partie des trois secteurs d'activité les plus dangereux. Plus de la moitié des décès sur le lieu de travail (170 000) ont été enregistrés dans l'agriculture. Quelque 40 000 de ces décès sont dus à des empoisonnements par des pesticides</p> <p>Investissements: L'aide publique au développement en faveur des pays les moins avancés a diminué de 45 pour cent entre 1990 et 2000. Le montant total des investissements étrangers directs s'est accru de 336 pour cent de 1988 à 1999 mais la part destinée à l'agriculture est tombée de 0,2 à 0,1 pour cent de ce total</p>

Instruments de l'OIT	Dialogue social	Dernière réunion sectorielle
■ Convention (n° 184) sur la sécurité et la santé dans l'agriculture, 2001 (7 ratifications)	■ Dans la plupart des pays, les taux de syndicalisation des travailleurs agricoles sont faibles. Dans certains pays de l'Asie et de l'Afrique, les travailleurs des plantations tendent à être mieux organisés	■ Un développement agricole durable dans une économie mondialisée (2000)
■ Convention (n° 141) sur les organisations de travailleurs ruraux, 1975 (40 ratifications)	■ Dans certains pays, les travailleurs agricoles sont entièrement ou partiellement exclus de la législation qui garantit le droit de liberté syndicale et le droit de négociation collective	
■ Convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969 (43 ratifications)	■ Dans certains pays, les restrictions dont font l'objet les activités syndicales rendent difficile, voire impossible, la syndicalisation pour les travailleurs saisonniers, temporaires ou occasionnels, ou de ceux des petites entreprises	
■ Convention (n° 110) sur les plantations, 1958 (12 ratifications)	■ Le Comité de la liberté syndicale a examiné des dizaines de plaintes pour licenciements collectifs, discrimination antisyndicale et non-reconnaissance de syndicats dans le secteur agricole	
■ Convention (n° 101) sur les congés payés (agriculture), 1952 (46 ratifications)		
■ Convention (n° 99) sur les méthodes de fixation des salaires minima (agriculture), 1951 (53 ratifications)		
■ Recommandation (n° 193) sur la promotion des coopératives, 2002		
■ Recommandation (n° 132) relative aux fermiers et métayers, 1968		

Production de métaux de base

Evolution et problèmes au niveau mondial

La consommation, les cours et, par conséquent, la production des métaux de base sont étroitement liés à la situation économique. Lorsque les cours sont bas, la réduction des coûts qui s'ensuit généralement se répercute sur le nombre et la nature des emplois ainsi que sur l'organisation du travail. Le recyclage est un élément clé de la production des métaux de base, non ferreux en particulier. L'automatisation et l'informatisation réduisent le nombre de personnes qui travaillent directement sur les métaux et les machines, mais elles exigent des qualifications plus poussées.

Principales questions intéressant l'OIT

- Emploi
- Formation
- Conditions de travail
- Main-d'œuvre contractuelle
- Sécurité et santé, en particulier dans les petites unités des pays en développement, notamment les fonderies et la production d'acier associée à la casse de bateaux

Données spécifiques

Pays: On compte une quarantaine de grands pays producteurs d'acier. Les dix premiers assurent environ 70 pour cent de la production mondiale. En ce qui concerne les métaux non ferreux, la concentration est semblable, voire plus forte, 25 à 40 pays produisant une large proportion des principaux métaux, les cinq premiers produisant 50 à 60 pour cent du volume total dans chacun des cas. Le nombre de sites de production nationalisés continue à décroître. Les conséquences sociales des privatisations se font toujours sentir dans certaines régions

Part du PIB: Elle est difficile à évaluer isolément. Elle est incluse dans celle du «secteur manufacturier»

Emploi: Environ 6 à 7 millions de travailleurs dont environ 70 pour cent sont employés dans la production du fer et de l'acier. Le nombre des emplois continue à décroître – de 23 pour cent dans 22 pays producteurs d'acier entre 1995 et 2002, alors que la production d'acier a augmenté de plus de 70 pour cent. Le recours à la sous-traitance est de plus en plus fréquent

Femmes: La production des métaux de base est essentiellement assurée par des hommes. Les femmes, qui représentent entre 10 et 15 pour cent de la main-d'œuvre, sont concentrées dans les secteurs de la recherche et développement et dans l'administration

Syndicalisation: Le taux demeure relativement élevé, surtout dans les anciennes entreprises d'Etat. Toutefois, les nouvelles usines, et en particulier les mini-aciéries, sont rarement syndiquées. Une même firme peut posséder, dans différents endroits, des usines dotées de syndicats et d'autres sans syndicat

Travail des enfants: Il existe dans les petites fonderies de pays en développement, mais il est moins important que dans d'autres secteurs

Sécurité et santé: Le nombre d'accidents et de maladies est semblable à celui que l'on constate dans le secteur manufacturier. Cependant, les risques d'accidents graves sont en général plus élevés, à cause du métal en fusion ainsi que des produits chimiques et dérivés toxiques. Deux récents recueils de directives pratiques font l'objet d'une importante promotion et sont largement utilisés

Instruments pertinents de l'OIT	Dialogue social	Dernière réunion sectorielle
<ul style="list-style-type: none">■ Deux recueils de directives pratiques sur la sécurité et la santé dans l'industrie métallurgique (2005) et dans les industries des métaux non ferreux (2003). Le premier est disponible en sept langues (chinois, bulgare, anglais, français, roumain, russe et espagnol); le second est disponible en sept langues (arabe, chinois, anglais, français, polonais, russe et espagnol), d'autres traductions sont envisagées■ D'autres recueils de directives pratiques – sur les produits chimiques et les facteurs ambiants sur le lieu de travail notamment – sont tout à fait pertinents dans le domaine de la production des métaux de base	<ul style="list-style-type: none">■ En règle générale bien établi■ La mondialisation de la production des métaux de base ouvre la voie à un dialogue social interentreprises sur tout un éventail de questions	<ul style="list-style-type: none">■ Sécurité et santé dans l'industrie sidérurgique (2005)

Industries chimiques

Evolution et problèmes au niveau mondial

Les entreprises chimiques connaissent des mutations et des restructurations. L'assouplissement des pratiques de travail et la rémunération au mérite sont désormais de règle dans la branche. L'emploi à vie appartient au passé. L'industrie chimique employait principalement des hommes, mais le nombre de travailleuses qualifiées a augmenté dans le domaine de la recherche et du développement, notamment dans les secteurs de la pharmacie et de la biotechnologie. Le secteur a supprimé des emplois dans le secteur de la production, mais des départements stratégiques, tels que la recherche et le développement, sont fortement déficitaires en personnel qualifié. Les entreprises chimiques sont par ailleurs confrontées à une forte concurrence et à la nécessité de réduire constamment leurs coûts. Si la branche entend être viable, il lui faut accorder une place au dialogue social au niveau mondial de manière à attirer davantage de jeunes.

Principales questions intéressant l'OIT	Données spécifiques
<ul style="list-style-type: none"> ■ Sécurité de l'emploi ■ Promouvoir l'emploi et l'employabilité ■ Formation et perfectionnement professionnel ■ Garantir des salaires décents ■ Equilibre entre vie professionnelle et vie privée ■ Intégration des questions liées aux spécificités des sexes ■ Elaboration de normes de compétences transférables et homologuées au niveau mondial ■ Sous-traitance – travail sous contrat, travaux intérimaires par l'intermédiaire d'une agence ■ Flexibilité de l'organisation du travail 	<p><i>Pays importants:</i> Toutes les régions et tous les pays sont d'importants producteurs</p> <p><i>Part du PIB:</i> En 2004, l'industrie chimique a représenté 2,4 pour cent du PIB de l'Union européenne</p> <p><i>Emploi:</i> En 2004, le nombre de personnes employées dans l'industrie chimique et pharmaceutique était estimé à 30 millions, soit environ 10 pour cent de la main-d'œuvre du secteur manufacturier</p> <p><i>Présence des femmes:</i> Les femmes représentent environ 20 pour cent de la main-d'œuvre</p> <p><i>Travail des enfants:</i> Quelques cas avérés d'enfants travaillant en contact avec des substances dangereuses sans être suffisamment informés des risques et ne disposant pas d'un équipement de protection individuelle</p> <p><i>Syndicalisation:</i> Taux avoisinant les 20 pour cent en 2004</p> <p><i>Sécurité et santé:</i> En 2003, 48 accidents mortels ont eu lieu dans 36 grandes entreprises de produits chimiques</p>

Instruments de l'OIT	Dialogue social	Dernière réunion sectorielle
<ul style="list-style-type: none"> ■ Convention (n° 170) sur les produits chimiques, 1990 (12 ratifications) ■ Convention (n° 174) sur la prévention des accidents industriels majeurs, 1993 (8 ratifications) ■ Convention (n° 13) sur la céruse (peinture), 1921 (62 ratifications) ■ Convention (n° 136) sur le benzène, 1971 (36 ratifications) ■ Convention (n° 162) sur l'amiante, 1986 (28 ratifications) 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Le dialogue social a pris un élan considérable, en particulier au niveau européen – Création en 2004 du Forum par le dialogue social sectoriel ■ L'ICEM et l'ICCA ont fait de grands progrès dans leurs consultations en vue d'établir des structures ou des mécanismes favorisant le dialogue social ■ Le programme Responsible Care (gestion responsable) fonctionne sur la base d'un dialogue entre organisations d'employeurs et de travailleurs au niveau de l'entreprise ■ Mise en place d'accords-cadres internationaux, de moyens de concertation et de réseaux interentreprises, chez Rhodia, France en 2003 et Freudenberg, Etats-Unis en 2000, par exemple 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Les meilleures pratiques de flexibilité du travail et leur incidence sur la qualité de la vie professionnelle dans les industries chimiques (2003)

Commerce

Evolution et problèmes au niveau mondial

Au cours des deux dernières décennies, la tendance mondiale a été au regroupement et à la rationalisation – souvent par le biais de fusions et d’acquisitions. Les grandes entreprises prennent de l’ampleur et les petites sont contraintes d’adopter des stratégies de survie. La réduction des coûts a des répercussions sur l’emploi et les conditions de travail. Les heures d’ouverture des magasins s’allongent. En raison de la saturation des marchés nationaux dans beaucoup de pays développés, les opérateurs recherchent de nouveaux débouchés sur des marchés moins développés.

Principales questions intéressant l’OIT	Données spécifiques
<ul style="list-style-type: none"> ■ Conséquence des nouvelles technologies et des regroupements sur l’emploi et sur la nature et l’organisation du travail ■ «Dégraissage» ou maintien des effectifs au minimum. La forte proportion de travailleurs à temps partiel facilite le déploiement d’un plus grand nombre de personnes pendant les périodes de pointe. Parcelarisation de l’emploi et du temps de travail ■ L’allongement des heures d’ouverture a des conséquences sur l’emploi et les conditions de travail ■ Dans les pays émergents, les multinationales du commerce de détail continuent d’accroître leur part de marché, au détriment des PME 	<p><i>Pays importants:</i> La plupart des pays développés et des pays à économie émergente. La structuration et le fonctionnement de ce secteur varient considérablement en fonction du niveau de vie, de la consommation, du comportement des acheteurs et de la législation régissant la taille des entreprises, les horaires d’ouverture des magasins et la protection des consommateurs</p> <p><i>Part du PIB:</i> Environ 15 pour cent dans la plupart des pays</p> <p><i>Emploi:</i> Le secteur de la distribution fait appel à beaucoup de main-d’œuvre. Il représente une part considérable de l’emploi total: 16 pour cent dans l’Union européenne; 19 pour cent aux Etats-Unis; et 18 pour cent au Japon. En Europe centrale et orientale, la part du commerce dans l’emploi total est relativement faible mais augmente rapidement</p> <p><i>Femmes:</i> En moyenne, la proportion de femmes employées dans le secteur du commerce est plus forte que dans l’économie dans son ensemble. C’est en Amérique latine et dans les pays en transition qu’elle est la plus forte. Au sein de l’Union européenne, la proportion de femmes qui travaillent dans la distribution de détail est de 58,5 pour cent</p> <p><i>Syndicalisation:</i> Dans beaucoup de pays, c’est le secteur le moins syndiqué (prédominance des PME). Rotation importante de la main-d’œuvre et proportion élevée de travailleurs à temps partiel et temporaires</p> <p><i>Travail des enfants:</i> Important dans le secteur informel. Absence de statistiques</p>

Instruments de l'OIT	Dialogue social	Dernière réunion sectorielle
<ul style="list-style-type: none"> ■ Convention (n° 30) sur la durée du travail (commerce et bureaux), 1930 (30 ratifications) ■ Convention (n° 106) sur le repos hebdomadaire (commerce et bureaux), 1957 (62 ratifications) ■ Convention (n° 120) sur l'hygiène (commerce et bureaux), 1964 (49 ratifications) 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Nombreux mécanismes et institutions de négociation collective ■ Les changements structurels opérés dans le secteur du commerce ont eu des répercussions sur la négociation collective et, de manière plus générale, sur le dialogue social ■ Depuis l'établissement d'un dialogue social en 1985, les partenaires sociaux européens du secteur du commerce ont travaillé en étroite collaboration sur les questions de politique de l'emploi, ce qui a abouti à la signature d'un mémorandum sur la formation professionnelle dans le commerce de détail et à un avis conjoint sur l'emploi. Dans le contexte de l'élargissement de l'Union européenne, ils ont collaboré avec leurs homologues des pays candidats en vue d'organiser des réunions sur les relations professionnelles 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Répercussions sur l'emploi des fusions et acquisitions dans le domaine du commerce (2003)

Construction

Evolution et problèmes au niveau mondial

Au cours des trente dernières années, on a pu noter dans les industries de la construction, en particulier dans les pays développés, une forte tendance à la précarisation de l'emploi et au recours à la sous-traitance. Il y a peu de chances que les tendances actuelles en matière d'emploi s'inversent dans un avenir prévisible.

Principales questions intéressant l'OIT	Données spécifiques
<ul style="list-style-type: none"> ■ Précarisation de l'emploi ■ Recours très fréquent à la sous-traitance de la main-d'œuvre ■ Affaiblissement et division de la main-d'œuvre ■ Privatisation à grande échelle ■ Diminution du nombre de projets commandés par le secteur public ■ Perte d'emplois dans le secteur public ■ Diminution du nombre des adhérents des organisations de travailleurs et d'employeurs ■ Erosion du dialogue social ■ Diminution du nombre d'accords résultant de la négociation collective ■ Absence de sécurité économique ■ Absence de sécurité sociale et d'assurance en cas d'accident ■ Détérioration de la sécurité et de la santé des travailleurs du bâtiment, liée à celle de leurs conditions d'emploi ■ Baisse du niveau de qualifications ■ Remise en question des programmes de formation conjoints ■ Passation des marchés 	<p>Part du PIB: Le secteur de la construction croît ou diminue en fonction de la croissance économique. Il représente en règle générale entre 2 et 8 pour cent du PIB mais peut atteindre 10 pour cent. Les produits du secteur de la construction sont des biens d'investissement importants qui représentent près de 50 pour cent de la formation brute de capital fixe</p> <p>Emploi: Près de 111 millions (1998); 75 pour cent de la main-d'œuvre totale employée dans ce secteur se trouvent dans les pays en développement</p> <p>Femmes: Les estimations varient considérablement. Ainsi, le chiffre officiel pour l'Inde concernant la proportion de femmes employées dans ce secteur est de 8 pour cent mais, en réalité, il atteint 50 pour cent; 90 pour cent d'entre elles sont employées occasionnellement (comparé à 75 pour cent chez les hommes). La plupart d'entre elles ne sont pas inscrites sur les registres du personnel des entreprises</p> <p>Travail des enfants: On dispose de peu d'informations. Un grand nombre d'enfants travaillent dans diverses entreprises de fabrication de matériaux de construction</p> <p>Syndicalisation: Faible dans les pays en développement et en baisse dans les pays développés. Aux Etats-Unis, le taux de syndicalisation est tombé de 42 pour cent en 1970 à 18 pour cent en 1996. En Espagne, il était de 10 pour cent en 1997 par rapport à 18 pour cent pour l'économie dans son ensemble</p> <p>Sécurité et santé: Aucune donnée pour les pays en développement. Le nombre de décès survenus dans le monde entier par suite d'accidents dans ce secteur est de l'ordre de 55 000 à 100 000. D'autres décès résultent d'une exposition à des substances dangereuses, notamment l'amiante</p>

Instruments de l'OIT	Dialogue social	Dernière réunion sectorielle
<ul style="list-style-type: none"> ■ Convention (n° 167) sur la sécurité et la santé dans la construction, 1988 (18 ratifications) ■ Convention (n° 162) sur l'amiante, 1986 (28 ratifications) ■ Convention (n° 94) sur les clauses de travail (contrats publics), 1949 (60 ratifications) 	<ul style="list-style-type: none"> ■ La négociation collective est affaiblie par le recours accru à la sous-traitance et la précarisation des emplois ■ Les accords multi-employeurs ne sont souvent appliqués qu'au personnel de base ou aux travailleurs locaux ■ Dans beaucoup de pays en développement, les accords collectifs ne s'appliquent généralement qu'à une petite proportion de la main-d'œuvre qui va en diminuant 	<ul style="list-style-type: none"> ■ L'industrie de la construction au XXI^e siècle: Image de marque, perspectives d'emploi et qualifications professionnelles (2001)

Education

Evolution et problèmes au niveau mondial

La campagne internationale lancée pour réaliser les objectifs de l'éducation pour tous (EPT) dans tous les pays avant 2015, y compris l'amélioration des acquis, reste la préoccupation prioritaire de la communauté mondiale dans le domaine de l'éducation. Pourtant, les rapports de suivi mondiaux montrent que la plupart de ces objectifs ne seront probablement pas atteints en 2015. Dans les pays pauvres et dans certains pays riches, l'accès à l'éducation et la qualité de celle-ci achoppent toujours à la pénurie chronique d'enseignants, qu'elle soit générale ou qu'elle touche des disciplines et des régions déterminées. En outre, l'évolution démographique, l'augmentation du nombre d'élèves, le VIH/SIDA, la stagnation relative des salaires, les conditions de travail ainsi que la manière dont sont perçus le statut, le rôle et les responsabilités des enseignants ont des effets défavorables sur les effectifs et la qualité des enseignants. Le développement de la formation tout au long de la vie reste lent mais l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) est en nette progression malgré des problèmes d'infrastructure dans les pays en développement. Plus la mondialisation s'étend, plus la qualité de l'éducation et les résultats de la formation deviennent importants pour la cohésion sociale, la constitution de capital humain et l'employabilité, en particulier chez les jeunes et pour éliminer le travail des enfants.

Principales questions intéressant l'OIT	Données spécifiques
Réalisation des objectifs de l'EPT:	
<ul style="list-style-type: none"> ■ Réalisation des objectifs de l'EPT, notamment sur les plans du financement, de la scolarisation et de la qualité ■ Développement des systèmes de formation permanente et application efficace des TIC ■ Recrutement, fidélisation et répartition équilibrée d'un nombre suffisant d'enseignants qualifiés ■ Normalisation de la formation initiale des enseignants et perfectionnement professionnel tout au long de la vie ■ Alignement des traitements des enseignants sur ceux de professions équivalentes ■ Mise en place sur les lieux de travail d'une stratégie et d'outils permettant d'atténuer l'impact du VIH/SIDA ■ Déséquilibre hommes-femmes dans le recrutement des enseignants et leur promotion à des postes de direction ■ Création d'un contexte propice à un enseignement de qualité et à l'épanouissement des enfants: infrastructure et matériels éducatifs, heures d'enseignement et temps de travail total, effectifs des classes, évolution du rôle et des responsabilités des enseignants ■ Définition et application de normes professionnelles d'un niveau élevé pour les enseignants et notamment de codes d'éthique ■ Consolidation des mécanismes de concertation sociale entre les instances dirigeantes de l'enseignement et les organisations d'enseignants; information et consultation d'autres acteurs et négociation collective 	<p>Pourcentage du PIB: Dépenses consacrées à l'éducation dans les pays de l'OCDE: 5,5 pour cent. Dans les pays n'appartenant pas à l'OCDE: entre 1 et 11 pour cent (4,2 pour cent en moyenne)</p> <p>Emploi: Plus de 60 millions de personnes sont occupées dans l'éducation formelle (estimation de la fin des années quatre-vingt-dix); environ 3 pour cent des travailleurs de l'économie formelle dans la plupart des pays; le nombre d'enseignants occupés dans l'éducation non formelle n'est pas connu</p> <p>Femmes: Les enseignantes sont plus nombreuses que les enseignants dans la plupart des pays développés et des pays en transition et elles enseignent à des niveaux moins élevés. Les régions qui ont les pourcentages les moins élevés de femmes sont l'Afrique subsaharienne, les Etats arabes et l'Asie du Sud. Quelques exceptions régionales: le préprimaire compte entre 50 et 100 pour cent de femmes; le primaire entre 35 et 90 pour cent; le secondaire entre 30 et 70 pour cent; le tertiaire entre 10 et 55 pour cent</p> <p>Syndicalisation: Les syndicats du secteur de l'éducation représentent souvent le groupe le plus vaste des salariés syndiqués du secteur public. Ensemble, les trois principales organisations internationales d'enseignants comptent environ 30 millions d'adhérents (soit 40 à 50 pour cent des enseignants du secteur formel)</p> <p>Sécurité et santé: Les enseignants sont particulièrement vulnérables aux maladies d'origine professionnelle. Le problème de santé et de sécurité le plus important les concernant est le stress et le surmenage. Entre 25 et 33 pour cent d'entre eux souffrent d'un niveau de stress élevé. La violence psychologique et physique s'est accrue au cours des dernières années; on estime que 2 à 6 pour cent des enseignants sont touchés dans plusieurs pays</p>

Instruments de l'OIT	Dialogue social	Dernière réunion sectorielle ou connexe
<ul style="list-style-type: none">■ Recommandation de l'OIT/UNESCO concernant la condition du personnel enseignant, 1966■ Recommandation de l'UNESCO concernant la condition du personnel enseignant du supérieur, 1997	<ul style="list-style-type: none">■ Le dialogue social est relativement important et les institutions y relatives sont bien développées dans la plupart des pays d'Europe, d'Amérique du Nord et dans certains pays d'Amérique du Sud. Partout ailleurs, ces institutions sont faibles ou non existantes	<ul style="list-style-type: none">■ Huitième session du Comité conjoint OIT/UNESCO d'experts sur l'application des recommandations concernant la condition du personnel enseignant (2003)

Services financiers, services professionnels

Evolution et problèmes au niveau mondial

Le déploiement rapide des technologies de l'information et la libéralisation des flux de capitaux ont entraîné une énorme croissance des transactions internationales et l'interpénétration des opérations bancaires au-delà des frontières. En outre, la concurrence a suscité une meilleure prise de conscience des coûts et des gains de productivité que l'on peut attendre de la réorganisation du travail. Une vaste restructuration partout dans le monde entraîne l'augmentation de l'externalisation des services. Au cours de ces prochaines années, les banques pourraient délocaliser de nombreux postes à l'étranger.

Principales questions intéressant l'OIT	Données spécifiques
<ul style="list-style-type: none"> ■ Impact de la restructuration ■ Déréglementation, libéralisation et intégration des marchés ■ Développement du sourcing dans les services financiers ■ Effets des nouvelles technologies sur l'emploi, sur la nature du travail et sur l'organisation du travail ■ Formation, gestion et mise en valeur des ressources humaines ■ Rôle du dialogue social dans le contexte de la restructuration 	<p>Pays importants: Tous les pays développés à économie de marché, certains autres pays développés et les principales économies émergentes</p> <p>Pourcentage du PIB: Il varie considérablement. Aux Etats-Unis, les services financiers constituent environ 17,5 pour cent du PIB</p> <p>Emploi: Environ 3 millions de personnes; mais il décline, notamment dans les pays industrialisés. En raison du développement du sourcing, et en particulier de l'externalisation, de nombreuses tâches – et les emplois correspondants – actuellement effectuées par des établissements financiers seront absorbées par des prestataires de services non financiers, à l'intérieur ou à l'extérieur des frontières nationales</p> <p>Femmes: Dans les années soixante-dix et au début des années quatre-vingt, le secteur financier était une importante source d'emplois pour les femmes partout dans le monde. La concurrence, le succès des technologies de l'information génératrices d'économies de main-d'œuvre et le glissement des emplois financiers traditionnels vers ceux de la vente et des services aux clients ont entraîné une considérable diminution des emplois féminins, notamment dans les secteurs où les femmes étaient très nombreuses, tels que l'administration et les opérations en succursale</p> <p>Organisation: Les services financiers sont l'un des secteurs les moins syndiqués dans de nombreux pays, caractéristique qu'accroîtra probablement l'externalisation</p> <p>Sécurité et santé: L'incidence du stress professionnel ne cesse de s'accroître</p>

Instruments de l'OIT	Dialogue social	Dernière réunion sectorielle
<ul style="list-style-type: none"> ■ Convention (n° 30) sur la durée du travail (commerce et bureaux), 1930 (30 ratifications) ■ Convention (n° 106) sur le repos hebdomadaire (commerce et bureaux), 1957 (62 ratifications) ■ Convention (n° 120) sur l'hygiène (commerce et bureaux), 1964 (49 ratifications) 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Existence d'institutions et de mécanismes de négociation collective ■ Accélération du changement structurel dans les services financiers – son impact sur les relations entre employeurs et travailleurs et sur le dialogue social, y compris la négociation collective ■ Le dialogue social et la négociation collective varient considérablement d'un pays à l'autre 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Le dialogue social en matière de sourcing dans les services financiers de certains pays de la région Asie-Pacifique et du Royaume-Uni (New Delhi, 2005)

Produits alimentaires, boissons et tabac

Problèmes au niveau mondial

L'intégration verticale, la gouvernance des chaînes alimentaires mondiales et l'accroissement de la valeur ajoutée, surtout dans les pays en développement et les pays en transition, sont autant de défis pour les partenaires sociaux. En outre, les pouvoirs publics doivent revoir leur politique et protéger le secteur contre les risques sanitaires et la perte de confiance des consommateurs, qui engendrent inévitablement des suppressions d'emplois et donc des coûts sociaux. Il est par conséquent primordial de mettre en place des mécanismes permettant de développer le dialogue social afin de promouvoir le travail décent dans l'industrie alimentaire et dans toute la chaîne d'approvisionnement.

Principales questions intéressant l'OIT	Données spécifiques
<ul style="list-style-type: none"> ■ Chaînes d'approvisionnement mondiales ■ Responsabilité sociale des entreprises ■ Manque de valeur ajoutée dans les pays pauvres ■ Accès aux technologies de l'information ■ Fusions et acquisitions ■ Délocalisation ■ Commerce éthique et commerce équitable ■ Développement rapide du secteur informel dans les pays pauvres ■ Sécurité sanitaire des aliments, procès, biotechnologies, préférences des consommateurs et image du secteur ■ Absence de cohérence entre les politiques de la santé et les politiques de l'emploi ■ Conditions de travail et revenus d'activité des groupes vulnérables ■ Rôle du secteur dans le cadre du développement durable et des OMD 	<p>Pays importants:</p> <p>Tabac:</p> <p>Principaux producteurs de cigarettes: Allemagne, Brésil, Chine, République de Corée, Etats-Unis, Inde, Indonésie, Japon, Royaume-Uni, Fédération de Russie et Turquie</p> <p>Principaux pays producteurs de tabac: Brésil, Chine, Etats-Unis, Inde, Indonésie et Zimbabwe</p> <p>Plus de 40 millions de travailleurs sont occupés dans 14 grands pays producteurs de tabac</p> <p>Emploi (2003-04): Plus de 17 millions de personnes travaillent dans le secteur de l'alimentation, des boissons et du tabac, ce qui représente environ 15 pour cent de la population active dans l'industrie manufacturière; de plus, plusieurs millions travaillent dans l'économie informelle et 1,2 million dans la transformation du tabac; leur nombre décline constamment dans les pays industrialisés</p> <p>Femmes: Les femmes constituent environ 21 pour cent de la main-d'œuvre du secteur, et ce pourcentage est resté stable ou s'est accru régulièrement au cours de la dernière décennie, notamment dans les pays en transition. Le nombre de femmes (et d'enfants) est plus élevé dans la fabrication, dans la culture et la transformation. Les travailleuses sont également majoritaires dans la production de bidi en Inde et de kretek en Indonésie</p> <p>Travail des enfants: Beaucoup d'enfants travaillent à la fois dans la culture et la transformation (dans les pays en développement et dans quelques pays en transition); ils sont également recrutés pour la production de bidi (secteur du tabac). Les pourcentages ne sont pas connus</p> <p>D'autres groupes vulnérables sont occupés dans des conditions au-dessous de la norme: travailleurs migrants, minorités ethniques et religieuses</p> <p>Syndicalisation: Deux millions de travailleurs syndiqués selon l'Union internationale des travailleurs de l'alimentation, de l'agriculture, de l'hôtellerie-restauration, du tabac et des branches connexes (UITA)</p>

Instruments de l'OIT	Dialogue social	Dernière réunion sectorielle
<ul style="list-style-type: none"> ■ Convention (n° 177) sur le travail à domicile, 1996 (4 ratifications) ■ Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (157 ratifications) ■ Convention (n° 184) sur la sécurité et la santé dans l'agriculture, 2001 (7 ratifications) ■ Convention-cadre pour la lutte antitabac adoptée par l'Assemblée mondiale de la santé (2003) 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Des accords-cadres internationaux entre les fédérations syndicales internationales et Danone et Del Monte Fresh Produce reconnaissent le droit des travailleurs employés par les entreprises et leurs filiales de s'affilier au syndicat de leur choix ■ Le renforcement des capacités des partenaires sociaux est nécessaire pour leur permettre de s'engager effectivement dans le dialogue social 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Les tendances de l'emploi dans le secteur du tabac: défis et perspectives (2003)

Foresterie, bois, pâte à papier

Evolution et problèmes au niveau mondial

Nombre de pays, en particulier dans la région asiatique, ont élaboré ou élaborent actuellement des codes nationaux de bonnes pratiques en matière de foresterie. Lors du XII^e Congrès forestier mondial, tenu en 2003, les questions sociales qui se posent dans ce secteur et qui ont longtemps été ignorées par le milieu de la foresterie ont fait l'objet d'une attention considérable. La justice sociale et les avantages sociaux offerts aux ouvriers forestiers sont des domaines clés d'intervention. L'amélioration des institutions et des modalités de participation des partenaires sociaux au processus décisionnel est également importante, au même titre que la participation des différentes parties prenantes.

Principales questions intéressant l'OIT	Données spécifiques
<ul style="list-style-type: none"> ■ Déclin ou stagnation de l'emploi dans pratiquement tous les pays industrialisés, malgré la progression substantielle de la production ■ Impact de la mondialisation ■ Certification des forêts 	<p>Pays importants: Principaux exportateurs de produits forestiers: Allemagne, Canada, Etats-Unis, Finlande, Indonésie et Suède</p> <p>Principaux importateurs: Allemagne, Etats-Unis, France, Italie, Japon et Royaume-Uni</p> <p>Certains grands producteurs/exportateurs de produits en bois massif ne sont pas de grands producteurs de bois, comme par exemple l'Allemagne, l'Italie, le Japon, la République de Corée et Taiwan (Chine)</p> <p>Le secteur de la pâte à papier représente 2 à 3,5 pour cent du PIB de pays comme le Brésil, le Canada et la Suède</p> <p>Part du PIB: La foresterie représentait environ 0,4 pour cent du PIB mondial en 1991. La contribution des seules industries du bois au PIB varie de moins de 1 pour cent à plus de 20 pour cent</p> <p>Emploi: Le total des emplois forestiers (extraction plus transformation) représente 47 millions de travailleurs à plein temps; 17 millions seulement travaillent dans le secteur structuré</p> <p>Femmes: Quasiment aucune donnée ventilée selon le sexe. Les femmes employées dans le secteur forestier occupent des postes subalternes peu rémunérés. L'égalité de traitement est une question importante</p> <p>Syndicalisation: Les syndicats sont rares dans la foresterie. La main-d'œuvre est disséminée, géographiquement mobile et parfois saisonnière. Le nombre de travailleurs syndiqués (dans les grandes entreprises, notamment) ne fait que décroître. Dans le sous-secteur structuré des industries du bois, le niveau de syndicalisation est généralement semblable à celui des autres industries manufacturières. Le secteur de la pâte à papier, avec ses grandes unités, est fortement syndiqué, qu'il s'agisse des travailleurs ou des employeurs. Moins vrai pour le secteur du papier</p> <p>Travail des enfants: Phénomène constaté au Brésil dans les secteurs de l'abattage industriel et de la fabrication de charbon de bois</p> <p>Sécurité et santé: La foresterie, en particulier l'abattage, est l'une des activités les plus dangereuses dans pratiquement tous les pays. Même si le nombre d'accidents semble régresser, la situation en matière de sécurité et de santé s'est détériorée dans certains cas, et notamment dans les pays d'Europe centrale et orientale</p>

Instruments de l'OIT	Dialogue social	Dernière réunion sectorielle
<ul style="list-style-type: none">■ Recueil de directives sur la sécurité et la santé dans les travaux forestiers (1988)■ Directives pour l'inspection du travail dans l'exploitation forestière (2005)	<ul style="list-style-type: none">■ Institutions de dialogue social et organisations participantes généralement peu développées■ Faible taux de syndicalisation■ La tendance à la sous-traitance a rendu plus difficiles la syndicalisation et le dialogue social■ Absence de femmes dans les réseaux, associations et syndicats locaux	<ul style="list-style-type: none">■ Réunion d'experts chargés d'élaborer des directives pour l'inspection du travail dans l'exploitation forestière (2005)

Services de santé

Evolution et problèmes au niveau mondial

Les services de santé sont importants pour tous les Etats Membres; ils font partie des grands objectifs du Millénaire pour le développement. L'inefficacité de l'allocation des ressources humaines, matérielles et financières affecte les systèmes de santé de nombreux pays, ce qui a conduit les gouvernements à revoir les principes sur lesquels repose leur système de soins. Il faut s'attendre à ce que, en raison des conditions démographiques et épidémiologiques, les services de santé soient de plus en plus sollicités et donc à ce que le niveau d'emploi augmente. Cependant, l'augmentation des coûts des services de santé, les mesures d'ajustement structurel et les restrictions budgétaires auront probablement un effet négatif sur l'emploi, les conditions de travail et les perspectives de carrière du personnel de santé. Cela a des conséquences sur le recrutement et la fidélisation de soignants qualifiés ainsi que sur la qualité des services. L'émigration de leur personnel qualifié, en particulier de médecins et d'infirmières, a créé une pénurie de personnel dans de nombreux pays en développement.

Principales questions intéressant l'OIT	Données spécifiques	
<ul style="list-style-type: none"> ■ Emploi et formation ■ Pénurie de personnel qualifié et émigration ■ Conditions de travail ■ Sécurité et santé, en particulier violence ■ Impact du VIH/SIDA sur le personnel qualifié ■ Dialogue social 	<p>Pays importants: Les services de santé sont importants et existent dans tous les Etats Membres de l'OIT</p> <p>Part du PIB: Pays développés: 8,4 pour cent du PIB. Beaucoup de pays en développement affectent moins de 1 pour cent de leur PIB à la santé</p> <p>Emploi: 100 millions dans le monde, chiffre en progression (24 millions de médecins, infirmières et sages-femmes)</p> <p>Femmes: Main-d'œuvre essentiellement féminine. Les femmes sont majoritaires aux niveaux hiérarchiques inférieurs en terme de pouvoir, de rémunération et de qualifications malgré la reconnaissance juridique du principe d'égalité de traitement. Les femmes qui travaillent dans le domaine de la santé sont particulièrement exposées à la discrimination sexuelle et à la violence</p> <p>Sécurité et santé: Nombreux dangers et risques inhérents à la profession, y compris le VIH/SIDA; la violence sur le lieu de travail constitue un risque spécifique de plus en plus grave</p>	
Instruments de l'OIT	Dialogue social	Dernière réunion sectorielle
<ul style="list-style-type: none"> ■ Convention (n° 149) sur le personnel infirmier, 1977 (37 ratifications) ■ Recommandation (n° 69) sur les soins médicaux, 1944 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Pas bien établi. L'OIT a élaboré des principes directeurs ainsi qu'un manuel du praticien et a organisé dans différents pays des ateliers pilotes sur le dialogue social dans les services de santé 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Réunion d'experts pour l'élaboration de directives conjointes OIT/OMS sur les services de santé et le VIH/SIDA (2005)

Hôtellerie, restauration et tourisme

Evolution et problèmes au niveau mondial

Dans les années quatre-vingt-dix, le secteur de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme a dans l'ensemble bénéficié d'une forte croissance des voyages et du tourisme tant au niveau national qu'international. De 2001 à 2003, il a été affaibli par une grave crise qui a sévi presque partout dans le monde. Après une reprise hésitante en 2004, la situation s'est améliorée en 2005 dans la plupart des pays. Néanmoins, l'emploi dans ce secteur stagne ou recule, en partie à cause de l'augmentation rapide de la productivité. Les employeurs demandent que les migrations des travailleurs du secteur soient facilitées.

Principales questions intéressant l'OIT	Données spécifiques
<ul style="list-style-type: none"> ■ Fusion d'entreprises ■ Les PME se heurtent à des problèmes dus, entre autres, à la montée de la concurrence, aux technologies de l'information et à l'accroissement de la productivité ■ Formation, aptitudes nouvelles (compétences comportementales et polyvalence), compétences transférables et esprit d'équipe ■ Forte rotation de la main-d'œuvre ■ Emplois accessibles aux groupes vulnérables (femmes cherchant un emploi à temps partiel, jeunes travailleurs et migrants) ■ Déficit de travail décent ■ Sous-exploitation du potentiel d'emploi du secteur, d'où la demande de faciliter les migrations de main-d'œuvre 	<p><i>Part du PIB et emploi:</i> 3 pour cent, mais plus de 10 pour cent dans certains pays en développement. Ces derniers profitent en particulier du tourisme international qui représente dans l'ensemble plus de 7 pour cent du total des exportations</p> <p><i>Femmes:</i> La proportion de femmes dans la main-d'œuvre peut atteindre 60 pour cent. Elles occupent en général des postes faiblement qualifiés et peu rémunérés. Conditions de travail difficiles, travail pénible et horaires contraignants et irréguliers. Les femmes acceptent souvent un emploi à temps partiel même si elles ont besoin d'un plein salaire</p> <p><i>Travail des enfants:</i> Existe surtout dans le secteur touristique informel et les PME familiales. Les enfants sont exposés à de graves risques de violence, y compris sexuelle</p> <p><i>Syndicalisation:</i> Environ 10 pour cent des travailleurs du secteur sont affiliés à un syndicat dans les pays industrialisés. Dans la plupart des pays en développement, les syndicats n'existent que dans quelques grandes entreprises</p>

Instruments pertinents de l'OIT	Dialogue social	Dernière réunion sectorielle
<ul style="list-style-type: none"> ■ Convention (n° 172) sur les conditions de travail dans les hôtels et restaurants, 1991 (13 ratifications) 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Il existe quelques institutions nationales de dialogue social à l'échelon sectoriel. Sinon, le dialogue social a lieu au niveau de l'entreprise et uniquement dans les grandes entreprises ■ Les travailleurs et les employeurs des PME sont peu concernés en dépit de leur prédominance 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Réunion régionale pour l'Asie (2003)

Industries mécaniques et électrotechniques

Evolution et problèmes au niveau mondial

Selon les estimations de l'OMC, les ordinateurs, les semi-conducteurs et les composants représentent 70 pour cent du commerce mondial de matériel de bureau et de télécommunication. En 2005, les ventes mondiales de semi-conducteurs devraient atteindre un nouveau chiffre record de 235 milliards de dollars E.-U. La production de nanopuces parvient à peine à satisfaire la demande. Cette croissance est stimulée par la demande de produits nouveaux tels que la mémoire flash, les iPods, les lecteurs MP3 ainsi que les télévisions et appareils photo numériques. Bien que la production soit encore dans une large mesure concentrée dans les pays industrialisés, des fournisseurs ou fabricants de composants asiatiques ont acheté ces dernières années tout ou partie des marques qu'ils approvisionnaient auparavant (postes de télévision Thompson et Philips, ordinateurs IBM et téléphones portables Siemens, par exemple). Les fabricants d'électroménager ont désormais tendance à quitter les pays chers pour de nouvelles usines situées dans les pays en transition d'Europe orientale.

Principales questions intéressant l'OIT	Données spécifiques
<ul style="list-style-type: none"> ■ Employabilité. La volatilité des marchés et les innovations technologiques qui exigent un recyclage permanent placent l'employabilité au premier plan ■ Problèmes de liberté syndicale et de négociation collective dans les zones franches d'exportation 	<p>Pays importants: La production des machines-outils se concentre en Allemagne, aux Etats-Unis et au Japon, les dix premiers pays totalisant 90 pour cent de la production mondiale</p> <p>Dix pays produisent plus de 80 pour cent des équipements TIC. Ce sont principalement les Etats-Unis et le Japon, suivis par la République de Corée, la Malaisie, Singapour et Taiwan (Chine); 85 pour cent des exportations mondiales d'équipements de bureau et de télécommunication proviennent de 15 pays, dont près de la moitié sont des pays en développement</p> <p>Importance du secteur: 75 des 500 premières entreprises mondiales figurant dans le classement du <i>Financial Times</i> sont dans le secteur de l'électronique</p> <p>Résultats des exportations: Les équipements de bureau et de télécommunication représentent environ 13 pour cent des exportations mondiales de marchandises. Les machines-outils et les matériels de transport (autres que les automobiles) en représentent 17 pour cent. Les automobiles et leurs composants (dont bon nombre sont électroniques) représentent 10 pour cent des exportations mondiales</p> <p>Femmes: La main-d'œuvre qui travaille dans l'assemblage des composants électroniques est en grande partie féminine</p>

Instruments de l'OIT	Dialogue social	Dernière réunion sectorielle
<ul style="list-style-type: none"> ■ Pas de normes sectorielles 	<ul style="list-style-type: none"> ■ La Fédération internationale des organisations de travailleurs de la métallurgie (FIOM) a signé avec plusieurs entreprises du secteur des accords-cadres internationaux en vertu desquels celles-ci s'engagent à respecter les conventions fondamentales de l'OIT, et leurs fournisseurs sont invités à faire de même ■ Global e-Sustainability Initiative (GeSI) 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Apprentissage tout au long de la vie (2002)

Médias, culture, arts graphiques

Evolution et problèmes au niveau mondial

L'évolution des techniques a modifié la composition de l'emploi dans tout le secteur: certaines activités et professions se sont développées, certaines tâches ont été délocalisées dans d'autres pays ou secteurs, et l'emploi a régressé dans certaines filières et professions. Les principales industries qui constituent le secteur des médias, de la culture et des arts graphiques sont le cinéma, l'enregistrement, le livre, l'édition de revues, de quotidiens et de logiciels, la musique et le théâtre, la photographie, les arts graphiques et appliqués, la radiodiffusion, la presse écrite et électronique ainsi que les sports professionnels. Ce secteur n'est pas clairement délimité, certaines activités empiétant sur d'autres secteurs. Par exemple, le cinéma, les parcs à thème, les musées, les galeries, les rencontres sportives et le cirque peuvent être classés tantôt dans ce secteur, tantôt dans ceux du commerce, de l'hôtellerie, de la restauration ou du tourisme. La convergence multimédia a encore brouillé les frontières.

Principales questions intéressant l'OIT	Données spécifiques
<ul style="list-style-type: none"> ■ Impact des TIC sur l'emploi, nature du travail, statut contractuel, dialogue social ■ Concentration de la propriété dans le secteur des médias et du spectacle ■ Utilisation accrue de l'emploi indépendant, à court terme, précaire ou occasionnel ■ Faible taux de couverture des régimes de protection sociale (chômage, santé et retraite surtout) ■ Désaccord des artistes-interprètes et des auteurs sur les droits de propriété intellectuelle ■ Le piratage des droits d'auteur et les échanges de fichiers pair à pair (P2P) ont une incidence sur l'emploi et les recettes ■ Liberté d'expression ■ Diversité culturelle ■ Faible niveau de dialogue social ■ Faible organisation syndicale ■ Violence et anxiété – journalistes et artistes ■ Travail des enfants 	<p>Pays importants: Les pays phares dans les divers sous-secteurs sont notamment l'Afrique du Sud, l'Allemagne, l'Australie, le Brésil, le Canada, la Chine, l'Égypte, l'Espagne, les États-Unis, la France, l'Inde, l'Italie, le Japon, le Nigéria, le Royaume-Uni et la Fédération de Russie</p> <p>Part du PIB: La valeur mondiale du secteur était évaluée à environ 900 milliards de dollars E.-U. en 2000 (environ 2,9 pour cent du PIB) et 1 400 milliards en 2005</p> <p>Emploi (par profession): Estimation du total de la main-d'œuvre:</p> <ul style="list-style-type: none"> – journalistes: 3 millions – arts graphiques: 7 millions – musiciens: 6 millions – acteurs et danseurs: 6 millions – producteurs, techniciens, auteurs, etc. (industrie des médias et du spectacle): 4 millions <p>Femmes: Plus de 50 pour cent de la main-d'œuvre est féminine mais très peu de femmes occupent des postes de direction</p> <p>Syndicalisation: Plus de 2 millions de personnes sont affiliées à cinq fédérations internationales de syndicats</p>

Instruments de l'OIT	Dialogue social	Dernières réunions sectorielles
<ul style="list-style-type: none">■ Convention internationale OIT/UNESCO/OMPI sur la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion, Rome (1961) (82 ratifications)	<ul style="list-style-type: none">■ Prédominance d'institutions et de mécanismes de négociation collective■ Affaiblissement général de la négociation collective et des accords collectifs au cours de ces quinze à vingt dernières années	<ul style="list-style-type: none">■ Dix-neuvième session ordinaire du comité intergouvernemental de la Convention internationale sur la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion, (Convention de Rome, 1961), 2005■ Réunion tripartite sur l'avenir du travail et de la qualité dans la société de l'information: Le secteur des médias, de la culture et des arts graphiques (2004)

Industrie minière (charbon, autres activités extractives)

Evolution et problèmes au niveau mondial

Tous les pays ont une forme ou une autre d'activité extractive, ne serait-ce que l'exploitation de carrières pour produire des matériaux de construction. Cependant, le nombre de «grands» pays miniers est relativement modeste. Cinquante pays produisent des quantités importantes de charbon, mais 88 pour cent de la production mondiale proviennent de 10 d'entre eux seulement, dont quatre sont des pays en développement. Pour les autres ressources minières commercialisées, il y aurait plutôt moins de grands pays producteurs, entre 15 et 20, et les cinq principaux d'entre eux représentent de 50 à 80 pour cent de la production mondiale d'un vaste éventail de minéraux métalliques et non métalliques.

Principales questions intéressant l'OIT	Données spécifiques
<ul style="list-style-type: none"> ■ Concurrence. La compétitivité comprend le travail flexible, le travail en sous-traitance et une main-d'œuvre hautement qualifiée ■ Questions touchant à l'environnement et au développement durable ■ La sécurité et la santé, l'emploi, les conditions de travail, le travail des enfants, les entreprises multinationales, les populations autochtones, la lutte contre la pauvreté, les petites exploitations minières, le VIH/SIDA 	<p>Part du PIB: Un à 11 pour cent dans 40 pays en développement dotés d'un secteur minier important. Dans l'un d'eux, la part du PIB dépasse 30 pour cent</p> <p>Dans la plupart des pays industrialisés, le secteur minier contribue modestement (environ 1 pour cent) au PIB. L'exportation de ressources minières est souvent la principale source de devises (souvent plus de 50 pour cent) des pays en développement</p> <p>Emploi: L'activité minière emploie moins de 0,5 pour cent de la main-d'œuvre mondiale</p> <p>Main-d'œuvre totale: Environ 11 millions. Le secteur formel a perdu plus de 3 millions d'emplois pendant la période 1995-2000</p> <p>Plus de 13 millions de personnes exercent une activité minière artisanale/de petite échelle. Mais plus de 200 millions sont tributaires pour leur subsistance de toutes les formes d'exploitation minière</p> <p>Femmes: Dans l'industrie minière formelle, c'est la main-d'œuvre masculine qui domine</p> <p>La proportion de femmes est généralement inférieure de 10 pour cent, et ce chiffre a peu varié au cours des dix dernières années</p> <p>Cependant, dans l'industrie minière artisanale/de petite échelle, la proportion de femmes est nettement supérieure et représente parfois plus de la moitié de la main-d'œuvre</p> <p>Syndicalisation: Les syndicats miniers sont traditionnellement très puissants. Le nombre de nouvelles mines non syndicalisées semble être en augmentation. L'industrie minière artisanale/de petite échelle est rarement organisée, sauf parfois en coopératives</p> <p>Travail des enfants: Répandu dans les petites mines. En 2003, l'OIT a lancé un «appel à l'action» pour éliminer le travail des enfants dans les petites mines avant 2015</p> <p>Sécurité et santé: Secteur dangereux qui est responsable de 3 à 4 pour cent de tous les accidents mortels du travail (11 000 par an); amélioration constante au cours des dix dernières années. D'autres accidents et maladies sont plus difficiles à mesurer, mais leurs taux sont élevés par rapport à d'autres industries. Dans certains pays, les décès causés par des maladies, notamment pulmonaires, dépassent le taux de mortalité au travail</p>

Instruments pertinents de l'OIT	Dialogue social	Dernière réunion sectorielle
<ul style="list-style-type: none"> ■ Convention (n° 176) sur la sécurité et la santé dans les mines, 1995 (20 ratifications) ■ Deux recueils de directives pratiques et un manuel couvrent les questions de sécurité et de santé dans les mines de charbon et dans les grandes et petites exploitations minières, respectivement. Le manuel existe dans 13 langues ■ Un nouveau recueil de directives pratiques sur la santé et la sécurité dans les mines de charbon sera élaboré en 2006 	<ul style="list-style-type: none"> ■ La négociation collective est fortement développée, reflétant le niveau élevé de syndicalisation ■ La Fédération syndicale mondiale est en train de créer des réseaux mondiaux de travailleurs employés dans différents pays par la même EMN et d'élaborer des accords-cadres avec les entreprises multinationales ■ Des organisations internationales d'employeurs et de travailleurs collaborent avec l'OIT en vue d'améliorer les conditions de santé et de sécurité dans les mines de charbon de la Chine 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Santé et sécurité dans les mines de charbon (2006)

Production de pétrole et de gaz, raffinage du pétrole

Evolution et problèmes au niveau mondial

Les restructurations, les fusions et les regroupements d'entreprises ont abouti à la création d'une poignée de sociétés multinationales gigantesques qui dominent le marché mondial du pétrole et du gaz. L'incertitude qui règne sur ce marché ajoutée à la baisse des bénéfices a incité les entreprises à se défaire de leurs branches d'activité non essentielles ou à les essaimer en augmentant parallèlement le travail en sous-traitance. Dans le même temps, les sociétés pétrolières et gazières publiques ont fait l'objet d'une privatisation et d'une déréglementation, en particulier dans les pays en transition. Les activités d'extraction pétrolière et gazière ont souvent lieu dans des régions difficiles, reculées ou sensibles du point de vue environnemental, où il est pénible de travailler et de vivre.

Principales questions intéressant l'OIT	Données spécifiques
<ul style="list-style-type: none"> ■ Sécurité de l'emploi ■ Externalisation ■ Protection des travailleurs ■ Organisation du travail ■ Santé et sécurité ■ Sous-traitance et travail intérimaire ■ Amélioration de la situation sociale des peuples autochtones dans les régions de production 	<p>Pays importants: Environ 60 grands pays producteurs de gaz et de pétrole dans toutes les régions</p> <p>Part du PIB: Au Canada, le secteur pétrolier et gazier représente environ 2,2 pour cent du PIB. Au Royaume-Uni, l'extraction de pétrole et de gaz représente 1,7 pour cent du PIB</p> <p>Emploi: Selon les estimations, le secteur de l'extraction du pétrole et du gaz et le secteur du raffinage du pétrole employaient quelque 4,1 millions de personnes en 2004</p> <p>Femmes: Les femmes représentent moins de 10 pour cent de la main-d'œuvre</p> <p>Syndicalisation: Relativement importante dans le secteur du raffinage; peu développée dans la production</p> <p>Sécurité et santé: Environ 120 décès ont été enregistrés en 2004, selon l'Association internationale des producteurs de pétrole et de gaz (OGP)</p>

Instruments pertinents de l'OIT	Dialogue social	Dernière réunion sectorielle
<ul style="list-style-type: none"> ■ Convention (n° 170) sur les produits chimiques, 1990 (12 ratifications) ■ Convention (n° 174) sur la prévention des accidents industriels majeurs, 1993 (11 ratifications) 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Diminution du nombre de travailleurs syndiqués ■ Signature d'accords-cadres par STATOIL (1998), ENI (2002) et Lukoil (2004) ■ Les gouvernements des Etats-Unis et du Royaume-Uni ont adopté un ensemble de principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme dans l'industrie pétrolière, gazière et minière (2000) ■ La plupart des EMN pétrolières et gazières ont adopté des codes de bonne pratique ou des politiques en matière de responsabilité sociale de l'entreprise 	<ul style="list-style-type: none"> ■ La promotion de bonnes méthodes de relations professionnelles dans le secteur du raffinage du pétrole et de la production de pétrole et de gaz (2002)

Services postaux et autres services de communication

Evolution et problèmes au niveau mondial

Les tendances actuelles donnent à penser que l'emploi dans le secteur postal devrait marquer un recul relativement constant au cours des dix prochaines années. En effet, des fluctuations importantes de l'emploi sont prévues dans le secteur des télécommunications par suite des changements cycliques liés aux conditions du marché, à l'évolution technologique et à l'apparition de nouveaux services.

Principales questions intéressant l'OIT	Données spécifiques
<ul style="list-style-type: none"> ■ Impact des technologies de l'information et des communications ■ Privatisation, déréglementation, libéralisation ■ Utilisation accrue de l'emploi de courte durée, précaire ou occasionnel ■ Externalisation ■ Dialogue social peu développé dans le secteur des télécommunications ■ Main-d'œuvre faiblement organisée dans le secteur des télécommunications ■ Employés des centrales d'appels ■ Apprentissage tout au long de la vie 	<p>Pays importants: Les pays leaders dans divers secteurs sont notamment les suivants: Afrique du Sud, Allemagne, Australie, Brésil, Canada, Chine, Egypte, Espagne, Etats-Unis, France, Inde, Japon, Pays-Bas et Royaume-Uni</p> <p>Part du PIB: Les recettes des services de télécommunication au niveau mondial ont avoisiné 1 370 milliards de dollars en 2003, ce qui équivaut à environ 4 pour cent du PIB mondial</p> <p>Emploi (par profession): <i>Services postaux:</i> à l'échelle mondiale, ce secteur employait environ 5,25 millions de personnes en 2004, dont environ un tiers de femmes et 25 pour cent de main-d'œuvre à temps partiel; on estime à 6 millions le nombre total d'employés des postes (en comptant les services privés et informels et une partie des services de courrier) <i>Services de télécommunication:</i> la main-d'œuvre totale avoisine 6 millions de personnes, dont 20 pour cent de femmes Femmes: Les femmes représentent environ 30 pour cent de la main-d'œuvre, mais elles sont peu nombreuses à occuper des postes à responsabilités Syndicalisation: Environ 4,5 millions de travailleurs sont affiliés à deux fédérations syndicales mondiales Travail des enfants: On pense que les services postaux du secteur informel recourent au travail des enfants</p>

Instruments de l'OIT	Dialogue social	Dernière réunion sectorielle
<ul style="list-style-type: none"> ■ Pas de normes sectorielles 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Les institutions et mécanismes de négociation collective sont largement répandus ■ Déclin général de la négociation collective et des conventions collectives dans le monde au cours des 10 à 15 dernières années, doublé d'un processus de séparation des services postaux et de télécommunications, d'une privatisation du secteur des télécommunications et d'une libéralisation du secteur postal 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Séminaire régional OIT/UPU sur le dialogue social dans le secteur postal en Amérique latine, en coopération avec UNI-Postal (Pérou, 2003)

Services publics

Evolution et problèmes au niveau mondial

La nécessité de réduire les déficits publics pousse de plus en plus les gouvernements à réformer les services publics dans un souci d'efficacité. La concurrence s'intensifiant au niveau mondial dans tous les secteurs de l'économie, l'Etat commence à se désengager des services publics, qui sont décentralisés, privatisés ou externalisés. Conséquence: baisse et précarisation de l'emploi dans ce secteur.

Principales questions intéressant l'OIT	Données spécifiques	
<ul style="list-style-type: none"> ■ Les effets des réformes. Résultats mitigés dans de nombreux pays ■ Incidence des réformes ■ Mauvaise gestion des ressources humaines ne permettant pas de suivre l'évolution des technologies et de l'organisation du travail ■ Formation et recyclage insuffisants pour acquérir de nouvelles responsabilités et environnement de travail exigeant la polyvalence ■ Dans de nombreux pays, absence de mécanismes de dialogue social bien rodés ■ Mesures de lutte contre la violence sur le lieu de travail et visant à améliorer la sécurité et la santé, en particulier dans les services publics d'urgence 	<p>Pays importants: La situation varie en fonction de la population: 33 pour cent de la population active du secteur formel dans les pays en transition, 24 pour cent dans les pays industrialisés et 19 pour cent dans les pays en développement</p> <p>Emploi: Sur les quelque 435 millions de personnes employées au total dans les services publics, environ 260 millions travaillent dans l'administration publique</p> <p>Femmes: Les femmes représentent une proportion plus importante des agents des services publics que la part qu'elles représentent en pourcentage de l'emploi total. Dans les pays industrialisés et en transition, elles représentent environ 54 pour cent des agents des services publics et, dans les pays en développement, 43 pour cent. Toutefois, elles occupent généralement des postes à faible qualification et peu rétribués</p> <p>Syndicalisation: Les agents du service public sont généralement plus fortement syndicalisés que les travailleurs d'autres secteurs bien que, dans bon nombre de pays, ils ne jouissent pas pleinement des droits des travailleurs tels que les garantissent les conventions n^{os} 87 et 98. Le plus souvent, le pourcentage des travailleurs syndicalisés s'établit entre 20 et 85 pour cent</p>	
Instruments pertinents de l'OIT	Dialogue social	Dernière réunion sectorielle
<ul style="list-style-type: none"> ■ Convention (n^o 151) sur les relations de travail dans la fonction publique, 1978 (43 ratifications) et la recommandation relative (n^o 159) 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Dans plusieurs pays, les institutions et mécanismes de négociation collective du service public sont solidement établis et fonctionnent bien ■ Un grand nombre d'Etats Membres de l'OIT imposent des restrictions au droit au dialogue social dans le service public. Dans de nombreux cas, la liberté syndicale, le droit de grève et le droit de négociation collective sont restreints 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Les services publics d'urgence: dialogue social dans un environnement en mutation (2003)

Transports maritimes, ports, pêche et voies de navigation intérieures

Navigation

Evolution et problèmes au niveau mondial

La navigation, en tant que secteur d'activité mondialisé, offre des conditions d'emploi qui varient en fonction du marché. Les conditions de travail et de vie, ainsi que les conditions de sécurité et d'hygiène à bord doivent être réglementées au niveau international pour que les règles soient les mêmes pour tous. La spécificité de la navigation est telle que l'application des instruments internationaux par les Etats Membres qui les ont ratifiés ne peut être contrôlée au moyen des systèmes de rapport habituels. C'est la raison pour laquelle ont été créées des structures de contrôle par l'Etat du port, et c'est pourquoi les instruments modernes doivent être aisément applicables et contrôlables par ces structures.

Principales questions intéressant l'OIT	Données spécifiques
<ul style="list-style-type: none"> ■ Protection des gens de mer. Tous les aspects touchant aux conditions de travail et de vie, y compris les cas d'abandon et de piraterie ■ Respect des normes élémentaires régissant l'emploi et le travail à bord ■ Application de toutes les normes minimales pertinentes 	<p>Part du PIB: Varie d'un pays à l'autre; généralement faible. Dans certains pays à immatriculation libre, ce pourcentage peut être important</p> <p>Emploi: La population totale de gens de mer représente 1,2 million de personnes. Dans les pays de tradition maritime, après des années de déclin, la situation s'est stabilisée. Les pays dotés d'une flotte importante (à l'exception de la Grèce) sont loin d'être les plus gros employeurs de gens de mer nationaux. La main-d'œuvre maritime vient principalement d'un nombre relativement restreint de nations telles que l'Inde, les Philippines et la Turquie, ainsi que des pays de l'ex-CEI</p> <p>Femmes: Le nombre de femmes employées dans ce secteur est en constante augmentation. Elles travaillent, pour la plupart, sur des bateaux de passagers, essentiellement dans les domaines de l'hôtellerie et de la restauration. Peu de femmes occupent des postes élevés</p> <p>Syndicalisation: Traditionnellement, les syndicats maritimes sont puissants, mais leur nombre a diminué avec la disparition des gens de mer nationaux. Dans cette profession bien organisée, 650 000 marins sont affiliés à la Fédération internationale des travailleurs des transports</p> <p>Travail des enfants: Constaté uniquement dans le secteur de la navigation côtière non organisée, dans certaines parties du monde</p> <p>Sécurité et santé: Il existe, dans ce domaine, un vaste corps de réglementations. Elles sont largement mises en œuvre et bien contrôlées. La navigation n'en reste pas moins une activité dangereuse</p>

Instruments pertinents de l'OIT	Dialogue social	Dernière réunion sectorielle
<ul style="list-style-type: none"> ■ Les normes du travail maritime sont en cours de consolidation en 2006 	<ul style="list-style-type: none"> ■ La négociation collective et le dialogue social au niveau national sont répandus dans de nombreux pays maritimes. Cependant, ils sont souvent inexistantes en ce qui concerne les registres maritimes à libre immatriculation ou les registres maritimes internationaux ■ Le dialogue social est très nourri sur le plan international 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Plusieurs réunions du Groupe de travail tripartite de haut niveau sur les normes du travail maritime ainsi que de son sous-groupe, qui avaient à charge de préparer la session maritime de la Conférence internationale du Travail (2006)

Pêche

Evolution et problèmes au niveau mondial

Environ 45 pour cent des prises totales de poisson sont à mettre au compte des entreprises pratiquant la petite pêche, et le reste au compte des entreprises pratiquant la pêche industrielle. S'agissant des prises en milieu marin, la valeur estimative en première vente était de 78 milliards de dollars en 2002. La surcapacité est un problème majeur de la pêche au niveau mondial, et les efforts pour la réduire ont un impact direct sur l'emploi. Comme de nombreuses communautés côtières dépendent de la pêche pour leur subsistance, leur revenu et leur emploi, l'épuisement des stocks de poisson aura pour elles de très sérieuses conséquences. L'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Organisation maritime internationale (OMI) jouent des rôles de premier plan dans les efforts pour améliorer la gestion des pêches, la sécurité des bateaux de pêche et la formation des pêcheurs. L'OIT coopère étroitement avec la FAO, l'OMI et d'autres sur tous les aspects du travail dans le secteur de la pêche.

Principales questions intéressant l'OIT	Données spécifiques
<ul style="list-style-type: none"> ■ L'importance de la petite pêche et de la pêche artisanale. Des problèmes particuliers peuvent nécessiter des mesures spéciales ■ Le travail à bord de navires immatriculés dans les Etats autres que l'Etat de la nationalité ou du domicile du pêcheur ■ Sécurité et santé ■ De nombreux pêcheurs vivent à bord pendant de longues périodes ■ L'emploi – les relations de travail, le travail saisonnier et la capacité réduite ■ Absence de dialogue social ■ Exclusion du champ d'application des lois et réglementations protégeant les autres travailleurs 	<p>Pays importants: Les dix principaux pays producteurs dans le secteur de la pêche en milieu marin et en eaux intérieures sont les suivants: Chili, Chine, Etats-Unis, Inde, Indonésie, Japon, Norvège, Pérou, Fédération de Russie et Thaïlande. De nombreux pays en développement ont une importante population de pêcheurs (Chine, Sénégal, Viet Nam)</p> <p>Emploi: Plus de 15 millions de pêcheurs travaillent à plein temps et environ 21 millions à temps partiel ou de manière occasionnelle. Ils travaillent pour la plupart dans des entreprises pratiquant la petite pêche ou la pêche artisanale. Environ 90 pour cent des pêcheurs exercent leur métier sur de petits bateaux</p> <p>Femmes: La grande majorité des pêcheurs sont des hommes. Les femmes, notamment dans les pays en développement, jouent un rôle important dans la transformation et la vente des produits de la pêche</p> <p>Syndicalisation: Ce secteur est l'un des moins syndicalisés dans de nombreux pays</p> <p>Travail des enfants: Répandu dans de nombreux pays</p> <p>Sécurité et santé: Le taux de mortalité dans le secteur de la pêche est l'un des plus élevés, toutes professions confondues</p>

Instruments pertinents de l'OIT	Dialogue social	Dernière réunion sectorielle
<ul style="list-style-type: none">■ Cinq conventions et deux recommandations pour le secteur de la pêche, portant sur l'âge minimum, l'examen médical, les contrats d'engagement, le logement, les certificats de compétences, les horaires de travail et la formation professionnelle. Elles sont en cours de consolidation sous forme de document normatif global pour la pêche, lequel doit être examiné en 2007■ Certaines normes pour gens de mer sont également applicables	<ul style="list-style-type: none">■ Le dialogue social est limité dans de nombreux pays. Les pêcheurs syndiqués sont relativement peu nombreux. Il est urgent d'améliorer le dialogue social	<ul style="list-style-type: none">■ Les normes du travail pour le secteur de la pêche (2004, 2005)

Ports

Evolution et problèmes au niveau mondial

La concentration de la capacité de manutention des conteneurs entre les mains d'un petit nombre d'exploitants mondiaux de terminaux s'est poursuivie. Les changements institutionnels survenus dans le secteur portuaire ont induit une plus large participation du secteur privé au développement, à la gestion et aux activités des ports. Ils ont, pour certains d'entre eux, entraîné des pertes d'emploi. D'autres, en revanche, en ont généré de nouveaux, caractérisés, dans la plupart des cas, par un rendement supérieur, dû pour l'essentiel à une productivité et à une polyvalence accrues. Les échecs étaient largement imputables au manque de préparation avant la restructuration. La proposition de directive européenne sur l'accès au marché des services portuaires, qui autoriserait, dans certaines circonstances, les membres d'équipage à assurer eux-mêmes la manutention de leur cargaison dans les ports, a suscité des protestations. Les mesures de sécurité dans les ports sont une question qui exige une étroite collaboration entre les partenaires sociaux et toutes les autres parties prenantes de l'industrie portuaire au niveau mondial.

Principales questions intéressant l'OIT	Données spécifiques
<ul style="list-style-type: none"> ■ Ajustement structurel et privatisation ■ Formation et recyclage ■ Sécurité, sécurité et santé dans les ports ■ Protection de l'environnement ■ Les ports et la chaîne de transport 	<p><i>Pays importants:</i> Tous les pays dotés de ports, notamment: Allemagne, Australie, Belgique, Brésil, Canada, Chine, République de Corée, Emirats arabes unis, Espagne, Etats-Unis, France, Italie, Japon, Malaisie, Pays-Bas, Royaume-Uni et Fédération de Russie</p> <p><i>Emploi:</i> Le nombre de personnes engagées dans des activités de manutention est estimé à 2,5 millions. Le secteur portuaire emploie environ 5,5 millions de personnes. L'emploi dans ce secteur a diminué à la suite d'améliorations technologiques et d'autres progrès en matière d'efficacité</p> <p><i>Syndicalisation:</i> Les manutentionnaires sur les navires, dans les terminaux et les entrepôts ainsi que les travailleurs engagés dans des activités d'amarrage/mouillage sont très organisés, généralement à un niveau plus élevé que les moyennes nationales (de 60 à 100 pour cent, selon le pays et le port). Les taux de syndicalisation chez les travailleurs employés par d'autres fournisseurs de services et, dans certains cas, chez les employés de bureau sont généralement inférieurs à la moyenne nationale</p> <p><i>Femmes:</i> Les femmes représentent moins de 2 pour cent de la main-d'œuvre manutentionnaire. La proportion totale de femmes travaillant dans les ports est estimée à environ 13 pour cent. Elles sont le plus souvent employées dans des bureaux</p> <p><i>Sécurité et santé:</i> Le perfectionnement des équipements et des méthodes de manutention a eu pour effet de supprimer une partie importante du travail manuel dans les ports, mais aussi d'améliorer sensiblement la situation sur le plan de la sécurité et de la santé. Toutefois le taux de fréquence des accidents dans le secteur portuaire reste élevé</p>

Instruments pertinents de l'OIT	Dialogue social	Dernière réunion sectorielle
<ul style="list-style-type: none">■ Convention (n° 137) sur le travail dans les ports, 1973 (25 ratifications)■ Convention (n° 152) sur la sécurité et l'hygiène dans les manutentions portuaires, 1979 (25 ratifications)■ Convention (n° 27) sur l'indication du poids sur les colis transportés par bateau, 1929 (65 ratifications)■ Recueil de directives pratiques sur la sécurité dans les ports (2004)■ Recueil de directives pratiques sur la sécurité et la santé dans les ports (2004)	<ul style="list-style-type: none">■ Généralement pour des questions touchant aux salaires et aux conditions de travail, mais moins pour celles concernant la réforme et la privatisation des ports. Il est nécessaire de renforcer les capacités de dialogue social, en particulier dans les pays en développement et dans les pays en transition	<ul style="list-style-type: none">■ La sûreté, la santé et la sécurité dans les ports (2003)

Textiles, vêtement et chaussure

Evolution et problèmes au niveau mondial

Ces industries, qui comptent parmi les plus mondialisées, ont connu ces dernières années de profondes mutations en ce qui concerne la répartition de la production, des échanges commerciaux et de l'emploi. C'est l'Asie – la Chine en tête – qui domine la production mondiale de textiles et de vêtements. A lui seul, le secteur emploie plus de 40 millions de personnes, principalement dans les pays en développement, et génère 350 milliards de dollars E.-U. en valeur des exportations de marchandises. L'élimination, à la fin de 2004, des restrictions quantitatives à l'importation dans le cadre de l'Accord de l'OMC sur les textiles et les vêtements, a amorcé l'effondrement d'un régime commercial complexe dont la mise en place avait pris plusieurs dizaines d'années. Cet événement aura des conséquences économiques et sociales incommensurables pour tous les acteurs – gouvernements, entreprises et travailleurs – intervenant dans la chaîne d'approvisionnement mondiale. Une première ébauche d'analyse de l'incidence socio-économique de la suppression des contingents a été réalisée à l'occasion de la réunion tripartite pour promouvoir une mondialisation juste dans le secteur des textiles et des vêtements après la fin de l'AMF (novembre 2005).

Principales questions intéressant l'OIT	Données spécifiques
<ul style="list-style-type: none"> ■ L'expiration en janvier 2005 de l'Accord sur les textiles et les vêtements a touché les pays les plus vulnérables, fortement tributaires des contingents, et l'OIT a reçu pour mission de promouvoir une mondialisation juste après la fin de l'AMF (Arrangement multifibres) ■ Importance croissante des pays en développement en tant que fournisseurs sur les marchés mondiaux ■ Les marchés étroits/produits à haute valeur ajoutée – viables malgré la concurrence – dans certains pays industrialisés ■ Flexibilité de l'emploi ■ Sous-traitance ■ La responsabilité sociale, nouveau critère de compétitivité ■ Droits syndicaux dans les ZFE ■ Renforcement du dialogue social dans les pays en développement et en transition ■ Importante proportion de main-d'œuvre non qualifiée ■ Importante proportion de femmes, de migrants et de travailleurs à domicile ■ Travail des enfants ■ Travail forcé et servitude pour dettes dans certains pays 	<p>Emploi: Plus de 40 millions de personnes travaillent dans le secteur formel</p> <p>Travail des enfants: De nombreux enfants continuent de travailler dans les industries des textiles, de l'habillement et de la chaussure, notamment dans le cadre d'accords de sous-traitance dans le secteur informel et avec les travailleurs à domicile</p> <p>Femmes: Main-d'œuvre en grande partie féminine. Les femmes exercent de plus en plus souvent des fonctions d'encadrement et de direction</p>

Instruments de l'OIT	Dialogue social	Dernière réunion sectorielle
Pas de normes spécifiques à ce secteur	<ul style="list-style-type: none"> ■ Dans les pays développés, la réglementation en vigueur garantit le respect des droits humains fondamentaux sur le lieu de travail. Le dialogue social fonctionne, mais la position des partenaires sociaux est affaiblie par la concurrence internationale ■ Les programmes de restructuration mis en œuvre dans les pays d'Europe centrale et orientale ont permis à ces derniers de participer au processus de mondialisation, mais ont affaibli les structures syndicales et les pratiques en matière de négociation collective ■ L'absence d'associations d'employeurs représentatives constitue un obstacle majeur dans de nombreux pays en développement ■ L'exercice des droits syndicaux se heurte à des obstacles, de nature concrète ou d'ordre juridique, en particulier dans les zones franches d'exportation ■ Dans certains pays en développement, un authentique dialogue social a été institué et la négociation collective y est une pratique effective. La concurrence internationale exerce cependant une pression constante sur les partenaires sociaux, ce qui a pour effet de réduire les possibilités de véritables progrès ■ La mondialisation accroît les exigences en matière de responsabilité sociale. La multiplication des initiatives volontaires a fait de ce groupe d'industries l'un des plus avancés dans ce domaine, mais aussi l'un de ceux qui prêtent le plus le flanc à la critique. 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Réunion tripartite pour promouvoir une mondialisation juste dans le secteur des textiles et des vêtements après la fin de l'AMF (2005)

Transports (aviation civile, transports ferroviaires, transports routiers)

Aviation civile

Evolution et problèmes au niveau mondial

L'aviation civile représente plus de 4,5 pour cent de la production économique mondiale, mais le transport aérien, extrêmement sensible aux facteurs extérieurs, a connu une grave crise entre 2001 et 2003. Les coûts de sécurité supplémentaires et l'âpreté de la concurrence des compagnies aériennes à bas prix grèvent les bénéfices de ce secteur fortement concentré: quatre alliances de compagnies aériennes contrôlent 60 pour cent du marché mondial et deux entreprises de restauration aérienne également 60 pour cent. Dans l'Union européenne, deux sociétés assurent la quasi-totalité des services d'escale tandis que trois voyagistes se partagent 60 pour cent du marché.

Principales questions intéressant l'OIT	Données spécifiques
<ul style="list-style-type: none"> ■ Restructurations. Impact considérable sur l'emploi, les pratiques sociales et la sécurité de l'aviation ■ Violence et stress ■ Sûreté, santé et sécurité. Bruit, travail effectué par tous les temps, lourdeur des engins, sécurité aérienne, terrorisme, comptoirs d'enregistrement non conformes aux principes d'une bonne ergonomie, médiocre qualité de l'air dans les avions ■ Formation, en particulier celle qui est dispensée aux travailleurs des pays en développement dans le domaine de la gestion du trafic aérien ■ VIH/SIDA ■ Discrimination exercée contre les femmes 	<p>Pays importants: Afrique du Sud, Allemagne, Australie, Chine, République de Corée, Etats-Unis (environ 40 pour cent de l'activité mondiale dans le secteur de l'aviation civile), Ethiopie, France, Inde, Japon, Kenya, Pays-Bas, Royaume-Uni, Fédération de Russie, Singapour</p> <p>Main-d'œuvre totale: On estime à 2,3 millions le nombre de personnes employées par les compagnies aériennes, les autres opérateurs commerciaux ainsi que leurs filiales. S'y ajoutent 1,9 million d'emplois directs dans les aéroports et les services de navigation aérienne</p> <p>Syndicalisation: Plus de 60 pour cent des travailleurs dans les pays industrialisés. Cette proportion est moins importante dans d'autres pays mais reste cependant supérieure à la moyenne nationale</p> <p>Femmes: 52 pour cent de la main-d'œuvre est féminine</p> <p>Travail des enfants: Aucun cas connu</p> <p>Sécurité et santé: Les cas de maladies liées au travail (comme les lésions ostéomusculaires) sont relativement nombreux. Constantes recherches sur les questions de médecine aéronautique, par exemple, le SRAS, la thrombose veineuse profonde ou le bruit. Les niveaux de sécurité aérienne ont été un peu améliorés</p>

Instruments de l'OIT	Dialogue social	Dernière réunion sectorielle
<ul style="list-style-type: none"> ■ Recueil de directives pratiques sur la violence au travail dans le secteur des services et mesures visant à combattre ce phénomène (2004) 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Dynamisme du dialogue social pendant les périodes de crise, lorsqu'il est nécessaire de faire des concessions ■ Déficit de dialogue social sur les questions touchant la sûreté et la santé, la sécurité, les nouvelles technologies et les systèmes de travail, la formation et les ajustements structurels 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Conséquences sociales et impact sur l'emploi de la restructuration depuis le 11 septembre 2001 (Costa Rica, 2003) ■ Aviation civile: conséquences sociales et en matière de sécurité de la crise consécutive au 11 septembre 2001 (2002)

Transports ferroviaires

Evolution et problèmes au niveau mondial

Pendant très longtemps, la plupart des chemins de fer ont appartenu à des gouvernements ou à des entreprises d'Etat qui se chargeaient de leur exploitation mais, depuis 1980, les gouvernements ont eu tendance à les privatiser. Les nouveaux types d'exploitation propres au secteur privé (alignement sur la logique de marché, sous-traitance, par exemple), les partenariats entre secteurs public et privé ont entraîné d'importantes pertes d'emplois ainsi que, parfois, des économies qui risquent de compromettre la sécurité. Le secteur ferroviaire connaît encore de profonds bouleversements. Chaque région du monde a privilégié un type de changement particulier. En militant pour que l'exploitation des chemins de fer et de l'infrastructure soit confiée à des entreprises privées, la Banque mondiale exerce une influence considérable sur la restructuration des compagnies ferroviaires publiques en Afrique, en Asie, en Europe centrale et orientale et en Amérique latine. Le démantèlement et la privatisation de nombreux réseaux ferroviaires ayant appartenu à l'Etat a entraîné la création d'un nombre de plus en plus important d'entreprises ferroviaires multinationales.

Principales questions intéressant l'OIT	Données spécifiques
<ul style="list-style-type: none"> ■ Sécurité et santé ■ Violence ■ Situation des femmes: discrimination professionnelle. Harcèlement, travail par équipes, longs déplacements avec les dangers que comporte le fait de travailler seule 	<p><i>Pays importants (emploi):</i> Allemagne: 200 000; Etats-Unis: 180 000; France: 180 000; Inde: 1,5 million; Fédération de Russie: 1,2 million</p> <p><i>Emploi:</i> Recul important (environ 20 pour cent) entre 1990 et 1999. Le secteur ferroviaire employait environ 7 millions de personnes en 1999 (compte non tenu des fournisseurs)</p> <p><i>Syndicalisation:</i> Le taux de syndicalisation reste très élevé dans le secteur, malgré les importantes restructurations qui ont eu lieu partout dans le monde. Quelques exceptions (le Mexique, par exemple)</p> <p><i>Femmes:</i> 28 pour cent environ, selon les estimations</p> <p><i>Sécurité et santé:</i> Les risques d'accidents sont comparativement moins élevés que pour d'autres modes de transport, en particulier les transports routiers. Dans l'Union européenne, on compte 0,72 accident mortel (passagers et personnel) pour 1 milliard de kilomètres</p>

Instruments de l'OIT	Dialogue social	Dernière réunion sectorielle
<ul style="list-style-type: none"> ■ Recueil de directives pratiques sur la violence au travail dans le secteur des services et mesures visant à combattre ce phénomène 	<ul style="list-style-type: none"> ■ En Europe, les structures mises en place dans le cadre de l'UE garantissent le fonctionnement permanent du dialogue social ■ Il conviendrait de stimuler davantage le dialogue social sur les questions relatives à la sécurité ainsi qu'à la restructuration des chemins de fer publics 	

Transports routiers

Evolution et problèmes au niveau mondial

Comme la plupart des secteurs de la branche, le transport routier a subi au cours des dernières années de profondes transformations, caractérisées par la déréglementation et, dans le cadre de la mondialisation, par l'ouverture de nouveaux marchés aux entreprises multinationales. Ces changements ont eu des répercussions sur l'emploi, les conditions de travail et les relations professionnelles. La déréglementation des transports routiers a intensifié la concurrence, avec les conséquences que cela implique parfois pour les chauffeurs routiers – réductions de salaire, conditions de travail moins avantageuses, horaires plus chargés. Un mouvement s'est créé en faveur de l'établissement de normes sectorielles relatives au temps de travail et aux périodes de repos ainsi que de l'amélioration des niveaux de sécurité.

Principales questions intéressant l'OIT	Données spécifiques
<ul style="list-style-type: none"> ■ Affaiblissement des normes régissant l'emploi ■ Relation de travail. Pour réduire leurs propres coûts, les entreprises incitent les travailleurs à se mettre à leur compte ■ Violence ■ Sécurité et santé ■ VIH/SIDA ■ Conditions de travail et repos ■ Protection des conducteurs internationaux ■ Sous-représentation des femmes dans le transport de passagers comme dans le transport de marchandises 	<p><i>Pays et régions importants:</i> Argentine, Asie du Sud, Brésil, Canada, Etats-Unis, Fédération de Russie, pays de l'Union européenne</p> <p><i>Emploi:</i> Il n'existe pas de critères précis pour les employés du secteur des transports routiers. On compte dans l'Union européenne plus de 1,3 million de conducteurs indépendants. Le nombre d'emplois est en augmentation dans le secteur de la logistique des transports</p> <p><i>Organisation:</i> 191 syndicats de chauffeurs routiers, de conducteurs d'autobus et de chauffeurs de taxi représentent 1,5 million de membres. D'une manière générale, les conducteurs d'autobus sont mieux organisés que les routiers et les chauffeurs de taxi</p> <p><i>Femmes:</i> Environ 22 pour cent de la main-d'œuvre</p> <p><i>Sécurité et santé:</i> Les accidents de la route occasionnent dans le monde plus de 700 000 morts et font plus de 10 millions de blessés, ce qui représente pour l'économie mondiale un coût annuel d'environ 500 milliards de dollars. Dans les pays en développement et en transition, le nombre d'accidents de la route est de 20 à 30 fois plus élevé que dans les pays industrialisés et leur coût représente jusqu'à 2 pour cent du PIB</p>

Instruments de l'OIT	Dialogue social	Dernière réunion sectorielle
■ Convention (n° 153) sur la durée du travail et les périodes de repos (transports routiers), 1979 (8 ratifications)	■ La flexibilité accrue de la main-d'œuvre exige une négociation plus diversifiée ■ La déréglementation et la libéralisation peuvent avoir des répercussions sur les conditions de travail, notamment les heures de travail, les heures de conduite, les périodes de repos, la santé et la sécurité ■ L'augmentation du trafic routier transfrontière dans les groupements économiques pose une série de nouveaux problèmes: accords de licence, cabotage, protection sociale et juridique des travailleurs à l'étranger; normes en matière de conditions de travail, de santé et de sécurité; efforts d'harmonisation de la législation et des pratiques nationales. D'où l'importance de la mise en place de nouvelles structures institutionnelles qui permettent à la consultation et au dialogue entre les partenaires sociaux de dépasser le cadre national	

Fabrication de matériel de transport

Evolution et problèmes au niveau mondial

Six constructeurs, situés en Europe de l'Ouest, en Amérique du Nord, au Japon, dans la République de Corée, en Chine et au Brésil, fabriquent plus de 80 pour cent des voitures dans le monde. Dans ce secteur, le taux de syndicalisation est généralement élevé et les employés comptent parmi les mieux rémunérés. On observe cependant que, de plus en plus, les grands fabricants d'automobiles se consacrent uniquement à l'assemblage final et à la commercialisation des véhicules et sont étroitement tributaires des fournisseurs qui leur procurent les modules complets et les pièces. Dans le secteur de la construction aéronautique, la production est de plus en plus concentrée entre les mains de deux grands avionneurs, situés l'un aux Etats-Unis, l'autre en Europe. La construction navale reste concentrée dans la République de Corée et au Japon, la Chine ayant quant à elle entrepris la construction du plus grand chantier naval du monde. Le dépeçage des navires reste concentré au Bangladesh, en Chine, en Inde, au Pakistan et en Turquie. La décision récente d'éliminer progressivement les navires à simple coque va non seulement accroître la pression sur les entreprises de démolition de navires, mais également stimuler la demande de nouveaux navires à double coque.

Principales questions intéressant l'OIT	Données spécifiques
<ul style="list-style-type: none"> ■ Dialogue social. Si, dans les pays industrialisés, la plupart des travailleurs des sociétés mères et des fournisseurs de premier rang sont syndiqués, la situation est moins claire dans les pays en développement en ce qui concerne les fournisseurs et les filiales de second et de troisième rang ■ Emploi. Les effets de la relocalisation, compte tenu du nombre croissant d'entreprises qui réduisent leurs effectifs ■ Sécurité et santé. Le secteur de la construction, de la réparation et de la démolition navales reste l'un des plus dangereux au monde. Il va se concentrer de plus en plus fortement en Asie 	<p><i>Importance du secteur:</i> Quinze des 100 premières entreprises multinationales sont des constructeurs automobiles ou des fournisseurs de pièces automobiles</p> <p><i>Exportations:</i> Les automobiles et les pièces automobiles représentent environ 10 pour cent des exportations mondiales de marchandises. Les machines et matériels de transports divers représentent encore 17 pour cent (si l'on ajoute le matériel de bureau et l'équipement de télécommunications, ces trois branches de la métallurgie représentent 40 pour cent des exportations mondiales)</p> <p><i>Emploi:</i> entre 7,5 et 10 millions d'employés</p> <p><i>Femmes:</i> Pratiquement absentes du secteur de la métallurgie dans les pays en développement, elles occupent entre 15 et 20 pour cent des emplois de ce secteur dans les pays industrialisés</p>

Instruments de l'OIT	Dialogue social	Dernière réunion sectorielle
<ul style="list-style-type: none"> ■ Recueil de directives pratiques sur la sécurité et l'hygiène dans la construction et la réparation navales (1974) ■ Sécurité et santé dans le dépeçage des navires: directives pour l'Asie et la Turquie (2004) 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Dans de nombreux pays, les entreprises réduisent leurs activités ou ont recours à l'externalisation. Les fournisseurs connaissent de plus en plus souvent des difficultés financières qui appellent des solutions négociées ■ La fédération mondiale des syndicats a signé des accords-cadres internationaux avec plusieurs grands constructeurs automobiles, lesquels appellent au respect des conventions fondamentales de l'OIT et encouragent les constructeurs à ne traiter qu'avec les fournisseurs qui ont un syndicat dans leur entreprise 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Emploi, dialogue social, droits au travail et relations professionnelles dans le secteur de la fabrication du matériel de transport (2005)

Services publics de distribution (gaz, eau, électricité)

Evolution et problèmes au niveau mondial

Les progrès technologiques peuvent améliorer la qualité et la quantité des services ainsi que les conditions de travail, par exemple en diminuant le nombre de tâches physiquement pénibles et en offrant des débouchés aux femmes. Compte tenu de leur impact potentiel sur l'emploi, les conditions de travail, l'organisation du travail et les impératifs de la formation, leur introduction effective nécessite une planification rigoureuse et une véritable concertation.

Principales questions intéressant l'OIT	Données spécifiques
<ul style="list-style-type: none"> ■ Importants déficits de main-d'œuvre qualifiée (en particulier dans les pays en développement ou en transition) ■ Réforme et restructuration, y compris externalisation et privatisation ■ Précarisation de l'emploi ■ Partenariats entre secteurs public et privé ■ Mondialisation. Dans les pays industrialisés, de nombreuses entreprises de services publics s'internationalisent ■ Transparence et bonne gouvernance (en particulier pendant les réformes) ■ Accès universel et durable à des services de qualité ■ Lien entre les questions de durabilité et les questions d'environnement 	<p>Pays importants (emploi): Allemagne, Chine, Egypte, Etats-Unis, France, Japon, Pologne, Roumanie, Royaume-Uni, Turquie, etc.</p> <p>Part du PIB: Non disponible</p> <p>Emploi: environ 8,7 millions répartis dans 56 pays. 1,6 pour cent de l'effectif total</p> <p>Femmes: Les femmes représentent approximativement 23 pour cent de la main-d'œuvre</p> <p>Sécurité et santé: 350 accidents mortels et 49 500 autres accidents dans 55 pays</p>

Instruments de l'OIT	Dialogue social	Dernière réunion sectorielle
<ul style="list-style-type: none"> ■ Pas de normes spécifiques à ce secteur, mais la convention (n° 151) sur les relations de travail dans la fonction publique, 1978, est applicable si les services visés relèvent des pouvoirs publics 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Quelques accords-cadres mondiaux, par exemple entre Endesa, une compagnie d'électricité espagnole, et l'ICEM (Fédération internationale des syndicats de travailleurs de la chimie, de l'énergie, des mines et des industries diverses); ainsi qu'entre la société italienne ENI (Entreprise nationale des hydrocarbures) et l'ICEM ■ Le dialogue social est bien implanté et fonctionne relativement bien dans certaines branches du secteur. Dans d'autres branches, il est absent ou inefficace. Il convient de renforcer les capacités des mandants tripartites en matière de dialogue social, en particulier dans les pays en développement et en transition 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Les défis à relever et les chances à saisir par les services publics (gaz, eau, électricité) (2003)